
Claude Pennetier

À propos du nouveau *Maitron*

Ce fut un grand plaisir et un grand honneur de présenter à Marseille le nouveau *Maitron*, dont le premier tome (et son cédérom inclus) est sorti en janvier 2006.

Le hasard du calendrier veut que ce soit dans les Bouches-du-Rhône que j'en aie fait les premières présentations, et c'est tant mieux. Les Bouches-du-Rhône méritent bien cette place de choix dans le calendrier. Lorsqu'on regarde les cartes des mobilisations, Marseille apparaît comme une capitale des luttes depuis 1995.

À PROMEMO d'en faire une capitale de l'histoire des luttes. Car il n'y a pas de citoyenneté, de militantisme, d'engagement, sans conscience « critique » des expériences passées. Elle peut prendre la forme d'une connaissance rigoureuse qui alimente une capacité de démontrer, mais aussi d'une prise en compte mémorielle.

Le Dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social 1940-1968 couvre une période d'un intérêt exceptionnel sur le plan de l'apport des militants, des acteurs, des femmes et des hommes. La séquence chronologique commence par une des plus importantes remises en cause de l'action des partis, syndicats et associations. Ils sont réprimés, souvent interdits. Quelques-uns se prennent dans la toile de la Révolution nationale. Beaucoup participent à la vie clandestine des organisations qui contri-

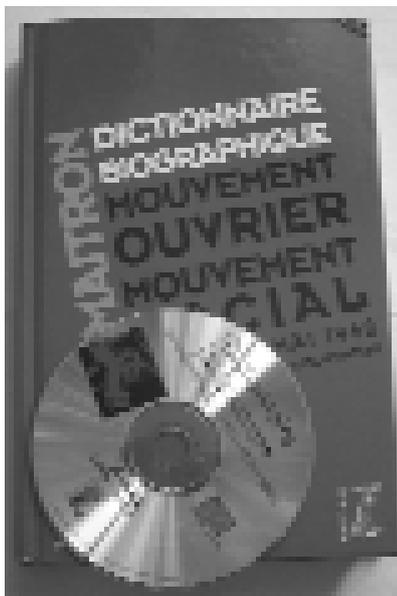
buent fortement à la Résistance et à la Libération. La « part des hommes » est alors considérable et si on peut découvrir bien des choses sur les logiques sociales, culturelles et politiques en observant les itinéraires de ces résistantes et résistants. Cette génération militante de la Résistance puise ses racines dans le Front populaire, la guerre d'Espagne, les luttes antifascistes, notamment pour les militants d'origine étrangère dont on ne saurait négliger l'importante. Elle laisse sa marque bien au-delà des années 1940 et alimente la mémoire, les imaginaires, jusqu'en 1968 et au-delà.

Temps fort du mouvement ouvrier, la fin des années 1940 et les années 1950 sont aussi celles de la diversification du militantisme avec l'apparition de formes nouvelles d'engagement : l'anticolonialisme, la défense de la laïcité, l'éducation populaire, les débuts de la défense du cadre de vie, mais aussi l'esquisse du renouveau du féminisme.

Mai 1968 se comprend difficilement sans prise en compte du renouveau militant des années 1950 et 1960.

Il n'est pas de meilleure entrée que la biographie pour saisir les voies multiples souvent convergentes qu'ont pris les engagements militants pendant l'Occupation, la guerre froide, les guerres coloniales.

Pour bien souligner l'apport à la connaissance de la vie culturelle et associative comme au féminisme, le nouveau



Maitron a ajouté à son titre « mouvement ouvrier, mouvement social ».

Il convient en effet d'expliquer le nouvel intitulé de cette série du *Maitron* : *Dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social*. Le mouvement ouvrier est le mouvement social des sociétés industrielles. Nous ne sommes donc pas étonnés de voir la notion de mouvement ouvrier s'imposer lentement et difficilement dans la première moitié du XIX^e siècle comme de la voir entrer en crise à la fin du XX^e siècle, en Europe du moins. L'industrie et le monde ouvrier n'ont cependant pas été mis à bas par la crise qui touche plusieurs grands secteurs de la production et par les délocalisations liées à la mondialisation ; il reste que l'un et l'autre n'ont plus la même centralité qu'ils avaient par le passé dans les représentations du monde du travail. On parle moins de mouvement ouvrier, ou essentiellement dans une référence identitaire basée sur l'histoire, et plus de mouvement social. On pourrait débattre longuement des glissements sémantiques et des frilosités contemporaines. Elles ne devraient cependant pas s'appliquer à une période, des années 1940 à 1960, qu'on peut caractériser comme l'âge d'or du monde ouvrier industriel. Certes, les années de guerre ont, sur le moment, affaibli le potentiel ouvrier en raison de la situation économique. La Libération et la Reconstruction modifient le paysage social ; la deuxième moitié des années 1940 et les années 1950 voient s'affirmer la présence syndicale et politique, notamment dans la grande industrie. Les années 1947-1963 sont, par bien des aspects, un temps fort du mouvement ouvrier rythmé par des grèves puissantes, celles des cheminots (1947), des mineurs (1948 et 1963) et caractérisé par la maîtrise syndicale des grandes branches industrielles comme par l'élargissement de leur influence sociale grâce aux élections aux comités d'entreprise et à la Sécurité sociale.

Sans doute est-il utile de s'entendre sur une définition élémentaire du mouvement ouvrier. Celui-ci rassemble l'ensemble des acteurs sociaux (organisations

politiques, syndicats, coopératives, journaux, individus) qui placent leurs espoirs de transformation sociale dans l'action collective des ouvriers, des travailleurs et des dominés. Ce sont non seulement les ouvriers en action, mais ceux qui créent les conditions intellectuelles, culturelles, matérielles de l'action et de la structuration du mouvement.

La période ne se clôture-t-elle pas par une explosion sociale dont les premiers acteurs sont des étudiants et des jeunes travailleurs en formation ? Mai 1968 prend sa dimension historique avec la grève ouvrière et la grève générale des services. La référence ouvrière sera assumée jusqu'à l'extrême dans les chants, les slogans, l'habillement.

Le *DBMOMS* se situe en cela dans la continuité du *Maitron*, mais il assume de façon plus explicite l'ouverture au mouvement social, en observant les formes nouvelles de mobilisations sociales dans le sillage du mouvement ouvrier ou à sa rencontre. Ainsi des groupes de travail ont-ils travaillé sur « femmes et féminisme », sur les « associations », sur les itinéraires d'intellectuels, sur les étudiants.

Que trouve-t-on dans le *Maitron* ? Des biographies des responsables syndicalistes, politiques, associatifs qui ont laissé des traces dans les archives, la presse et dans les mémoires. Dans la mesure du possible, les militants vivants sont contactés et sollicités. La volonté d'ouverture et la prise en compte de l'intérêt de l'histoire sociale par les diverses institutions, partis et syndicats ont grandement renouvelé les richesses de l'approche biographique.

Les équipes du *Maitron* ont été structurées par région et par corpus thématique avec une ampleur variable, du spécialiste unique au groupe étoffé. Certaines équipes régionales ou départementales se sont organisées en association avec leurs activités (colloques, expositions, publications) : dans le Val-de-Marne, la Seine-Saint-Denis, en Alsace, dans la région Rhône-Alpes, le Languedoc, la région

À propos du nouveau *Maitron*

PACA et le Limousin. C'est le cas également pour deux associations thématiques : le groupe enseignant qui a créé l'Association pour l'histoire des militants associatifs et syndicaux de l'éducation (HIMASE) présidée par Jacques Girault et pour le Groupe de recherche sur les militants associatifs (GRMA) présidé par Geneviève Pujol.

L'importance accordée à ces deux corpus concernant le monde de l'enseignement, de l'éducation et de la culture, signale une nouvelle sensibilité qui cependant se développe sans porter préjudice aux approches syndicales et politiques. Nous avons bénéficié d'un large soutien des organisations syndicales (aide de l'Institut d'histoire sociale de la CGT, de FO, de la CFDT, de la FSU, de l'UNSA) comme des partis politiques, particulièrement du Parti communiste qui nous a ouvert très libéralement ses archives et du Parti socialiste par l'intermédiaire de l'OURS (Office universitaire de recherche socialiste).

Les uns et les autres ont compris et soutenu notre projet, en pensant que l'établissement de biographies précises, rigoureuses, scientifiques était le meilleur atout pour valoriser les militantes et militants.

S'inscrivant dans la continuité des quarante-cinq volumes du *Maitron*, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* dont le projet a été pensé par Jean Maitron, le pionnier de l'histoire ouvrière en France, il y a précisément cinquante ans, le nouveau *Maitron* prend une forme renouvelée.

Le nombre de volumes sera maîtrisé et limité à douze. Chaque tome sera accompagné d'un cédérom qui reprendra le contenu du dictionnaire-papier en ajoutant deux à trois fois plus de notices, celles qui n'ont pas été retenues ou qui sont à cheval avec la période précédente, ainsi que de l'iconographie. Le cédérom permet d'offrir une série d'outils, de listes, de bibliographies...

Les volumes comprennent environ 500 notices développées, fortement docu-

mentées ; les cédéroms de 1600 à 2500 biographies. Un moteur de recherche permet des recherches transversales dans ces milliers de biographies.

Trois mois après sa sortie, le tome 1 était épuisé, signe de l'écho qu'il rencontre, une seconde édition est sortie au mois de mai. Pour autant, beaucoup reste à faire, sur le plan éditorial bien sûr, mais aussi pour ancrer le nouveau *Maitron* dans les bibliothèques, les centres de documentation et assurer ainsi sa pérennité. Il faut valoriser cette œuvre unique par son ampleur, et pensons-nous par l'ambition de son projet culturel, au plan international.

Merci à PROMEMO d'y avoir si efficacement contribué.



Soirée PROMEMO à l'Alcazar à Marseille

Le vendredi 20 janvier 2006, PROMEMO organisait à l'Alcazar, Bibliothèque de Marseille, la présentation du premier volume de la nouvelle série du *Maitron, Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social de 1940 à mai 1968*.

Une centaine de personnes assistèrent à cette manifestation. Parmi elles des représentants des grandes organisations syndicales (UD CGT, UD CFDT des Bouches-du-Rhône), de plusieurs associations (dont les Femmes et la Ville) mais aussi des témoins (certains présents dans le *Dictionnaire*), beaucoup de militants ou de Provençaux intéressés par la préservation du patrimoine de notre région, venus de plusieurs départements de la région. Après une brève présentation de Robert Mencherini, président de PROMEMO, Jean-Marc Coppola rappela toute l'attention que le conseil régional portait aux activités de l'association.

Claude Penetier, directeur du Maitron et chercheur au CNRS (Centre d'histoire sociale du XX^e siècle) évoqua l'historique et l'évolution de cette œuvre immense, commencée par Jean Maitron, continuée aujourd'hui par toute une équipe. Il réaffirma l'ancrage du *Maitron* dans l'histoire ouvrière, tout en soulignant que la nouvelle période abordée par l'ouvrage demandait un élargissement aux militants des mouvements associatifs. D'où le nouvel intitulé du Maitron.

La soirée se poursuivit par la projection du film *Les Réquisitions de Marseille (mesure provisoire)* de Sébastien Jousse et Luc Joulé (productions de l'Œil sauvage) qui retrace une page importante du mouvement ouvrier dans notre région dans les années de la Libération et suscite toujours débats.

Une première manifestation publique qui, de l'avis de nombreux participants, en demandait d'autres.

Première nationale à Septèmes pour le nouveau Maitron
Gérard Leidet

L'histoire retiendra-t-elle que c'est à Septèmes-les-Vallons que s'est tenue – la veille de la conférence à l'Alcazar de Marseille – la toute première présentation du premier des 12 tomes du *Dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social* ? De toute manière, le lieu de cette rencontre, dans cette ancienne ville ouvrière dont l'identité est fortement liée à l'industrie chimique, aura donné, si besoin est, du sens à cette initiative. En commençant son intervention Claude Penetier rappela le projet initial de Jean Maitron lequel plaçait toujours dans ses intentions fondamentales l'hommage aux militants, particulièrement aux « obscurs et aux sans-grade », à ceux qui se sont souvent dévoués sans recherche de valorisation personnelle et dont la trace risque à chaque instant de disparaître. L'historien évoqua également la dimension internationale du projet de Jean Maitron avec les ouvrages qui se déclinèrent en dictionnaires nationaux (Chine, Allemagne, Grande-Bretagne...). Il insista sur le fait que la nouvelle série s'inscrivait résolument dans la continuité de cette histoire mais qu'elle s'adaptait dans le même temps aux évolutions de l'histoire sociale, d'où l'ajout des termes « mouvement social » au classique « mouvement ouvrier ». En effet la période relatée ici se caractérisa aussi par une plus grande diversité de luttes ou de conflits qu'il s'agisse de l'émergence des combats féministes, de l'intervention d'acteurs venus d'horizons divers dans les luttes anticolonialistes voire tiers-mondistes... Enfin Claude Penetier anticipant sur une des questions du débat – quels critères de choix pour retenir ou écarter faute de place tel militant ? – rappela l'importance pas seulement technique des versions papier et cédérom du dictionnaire. Le nombre très important de notices recensées rendait bien nécessaires les ressources que procure le cédérom (regroupement des notices touchant un

même militant, une période, une organisation ; biographies relatant un corpus plus étendu, celui des « élites obscures »...).

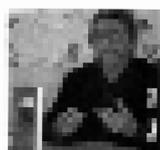
Le débat permit aux militants et d'enseignants qui composaient le public de revenir sur leurs propres parcours militants et de les situer dans un champ parfois spécifique. Le directeur du *Maitron* souligna alors l'existence et l'utilité de dictionnaires thématiques déjà parus (*Gaziers-électriciens, Cheminots et militants, Coopérateurs...*) ou à venir (dictionnaire des anarchistes, des militants enseignants...). Des « figures » reconnues purent aussi être (re)découvertes : les Agostinelli, Robert Allione, Michel Barak, Marcel Astruc, Maurice Agulhon présent dans cette même bibliothèque quelques mois plus tôt pour un débat sur la laïcité... L'évocation de militants septémois incarnant le vieil enracinement socialiste de la commune (autour des élus socialistes des années 1930 : Trameni, Corradi, Chave...) ou la place des instituteurs dans la Résistance (Robert Giudicelli) rappela le rôle éminent (et solitaire) d'Antoine Olivesi dans la rédaction des notices pour la période 1914-1940.

Cette présentation à Septèmes-les-Vallons ne constituait pas cependant une « première ». Au début des années 1990, Patrick Magro, premier adjoint de la commune (alors adjoint à la culture) et membre de PROMEMO, créa les conditions pour que la bibliothèque municipale pût acquérir les 43 volumes ; et nous étions quelques uns déjà à être des amis du *Maitron*.

Le volume présenté ce 30 janvier 2006 par Claude Pannetier était donc un peu le 44°. Si vous passez un jour par Septèmes, arrêtez-vous un instant à la bibliothèque Jorgi Reboul (poète occitan et militant, notamment pendant la période du Front populaire auprès de Paul Ricard ; mort à Septèmes-les-Vallons), vous pourrez à travers le *Maitron*, retrouver « le paradis », celui des militants...

Mieux comprendre la société, donner du sens à la vie quotidienne

Le Maitron est un dictionnaire de la société, une encyclopédie de la vie quotidienne. Il est le fruit de la collaboration de nombreux auteurs et de la recherche de Claude Pannetier, directeur de la collection. Il est le fruit de la collaboration de nombreux auteurs et de la recherche de Claude Pannetier, directeur de la collection. Il est le fruit de la collaboration de nombreux auteurs et de la recherche de Claude Pannetier, directeur de la collection.



La part des militants / avec Claude Pannetier

L'histoire de la commune est marquée par la présence de militants. C'est ce que nous allons voir dans ce dossier. Les militants ont joué un rôle important dans la vie de la commune, notamment pendant la Résistance et le Front populaire.

Le rôle des militants a été déterminant dans la construction de la commune. Ils ont permis de créer une commune autonome et de défendre les intérêts des habitants. Leur action a été particulièrement visible pendant la Résistance et le Front populaire.

Les militants ont été les acteurs de nombreux changements sociaux et politiques. Ils ont permis de mettre en place des institutions démocratiques et de défendre les valeurs de la République.

Cette histoire est celle de la commune, de ses habitants et de ses militants. Elle est une histoire de lutte, de résistance et de solidarité.

Le Septemois, n° 42, mars-avril 2006

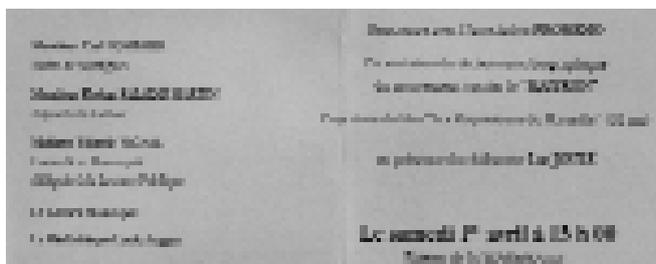
Martigues : rencontre à la Médiathèque et participation à la semaine d'exposition de la maison des syndicats
Jean-Claude Lahaxe

Organisée par l'association PROMEMO en collaboration avec les unions locales CGT, CFDT et FSU, la rencontre autour de la parution du premier tome du *Dictionnaire du mouvement ouvrier et du mouvement social (1940-1968)* a réuni une quarantaine de personnes le samedi 1^{er} avril 2006 au Forum de la Médiathèque de Martigues. Cette initiative a bénéficié, en outre, de l'aide précieuse apportée par madame Bourchet, représentant la Médiathèque Louis Aragon qui avait fait disposer dans le hall d'entrée de multiples ouvrages concernant le mouvement ouvrier ainsi que des exemplaires du *Bulletin de PROMEMO*. La portée de cette rencontre a été accrue par la présence dans l'assistance de monsieur Salazar-Martin, le responsable municipal à la culture.

Insistant sur l'importance de préserver la mémoire ouvrière, Gérard Leidet et Jean-Claude Lahaxe ont tout d'abord rappelé l'importance et l'originalité de l'œuvre débutée par Jean Maitron. Le film *Les Réquisitions de Marseille (mesure provisoire)* a ensuite été projeté en présence de Luc Joulé, l'un des deux réalisateurs. Très animée, la discussion qui a suivi a duré plus d'une heure. Les intervenants ont enrichi le débat par la qualité de leurs questions ou de leurs témoignages. Il convient de souligner



La Provence, 30 mars 2006



q u e l'initiative a bénéficié d'une solide couverture médiatique avec la présence de plusieurs journalistes de la presse locale et d'un caméraman de Télé Maritima.

La journée du 1^{er} avril s'inscrit dans une logique de commémoration unitaire du soixante-dixième anniversaire du Front populaire. À l'initiative des unions locales CGT, CFDT et FSU de Martigues associées au mouvement lycéen, une semaine d'exposition est prévue du 12 au 19 mai. Le temps fort de cette manifestation a eu lieu le jeudi 18 mai à partir de 18 heures à la Maison des syndicats (allée Benoît Frachon) sous la forme d'une conférence animée par des membres de PROMEMO et d'un débat sur le thème « Du Front populaire au CPE ».

PROMEMO se fait connaître à La Seyne-sur-Mer lors d'une conférence sur les premières luttes ouvrières dans le département du Var
Patrick Hautière

L'association culturelle et de loisir de La Seyne, Le Transbordeur, et son président Alex Passetchamik ont accueilli le vendredi 21 avril 2006 Patrick Hautière, de PROMEMO pour une conférence sur les premières luttes ouvrières dans le Var au XIX^e siècle.

Parmi les cinquante participants venus écouter cette conférence, on notait la présence de Yolande Le Gallo, présidente de l'Association pour l'histoire et le patrimoine sey-

nois, de Francis Lyon, ancien délégué CGT des chantiers de La Seyne, de Jacques Girault, historien bien connu et de Gérard Leidet, membre du bureau de PROMEMO, venu spécialement de Gréasque pour soutenir cette initiative.

Lors de cette soirée, la plupart des invités ont découvert le *Maitron* à l'occasion de la présentation du premier tome de la nouvelle période (1940-mai 1968). Les participants ont pu repartir avec des exemplaires du *Bulletin de PROMEMO*.

Le conférencier, après quelques aperçus sur la situation sociale et économique du Var au XIX^e siècle a évoqué plusieurs luttes marquantes de cette période : celles des bouchonniers des Maures et les grandes grèves à La Garde-Freinet entre 1835 et 1863, la grève de 1845 à l'Arsenal de Toulon, les ouvriers boulangers de Toulon et de La Seyne et les différents conflits entre 1825 et 1860, les grèves aux chantiers de La Seyne en 1872, 1896 et 1898 (en s'inspirant de l'article de René Merle paru dans le précédent numéro du *Bulletin de PROMEMO*).

Cette approche des premières luttes ouvrières du Var a souligné la combativité de ces pionniers malgré les risques encourus : perte d'emploi, poursuites judiciaires, condamnations et même prison pour certains. Elle a montré comment, avec la création des premières caisses de secours mutuel, l'évolution du compagnonnage, ces militants avaient éveillé la solidarité et la conscience ouvrières.

Bref, une soirée pour partager le goût de l'histoire ouvrière, pour la comprendre, la préserver et la transmettre. Et sur le Var, une première initiative réussie.



Robert Mencherini

Le Front populaire à l'échelle des Bouches-du-Rhône

L'objectif de cet article n'est pas de dresser un récit détaillé du Front populaire dans les Bouches-du-Rhône. La chronologie de la période dans ce département n'a rien d'original. De février 1934 qui voit naître les premières répliques unitaires aux actions des Ligues jusqu'à l'éclatement de la coalition gouvernementale en 1938, on retrouve les mêmes étapes un peu partout en France. Mais, il me semblait intéressant, au-delà de quelques rappels chronologiques indispensables, d'attirer l'attention sur quelques aspects de la période parfois un peu oubliés et qui apparaissent peut-être plus nettement à l'échelle du département qu'à celle du pays¹.

DU 12 FÉVRIER 1934 À LA VAGUE DE GRÈVES DE 1936 : DE LA POUSSÉE UNITAIRE AUX CONQUÊTES SOCIALES, LE TEMPS DE L'EM-BELLIE

Dans les Bouches-du-Rhône comme ailleurs, le point de départ est la grève et les manifestations unitaires de gauche du 12 février 1934, en riposte à l'émeute des Ligues à Paris le 6 février. Ces manifestations regroupent des dizaines de milliers de participants dans les principales localités du département et à Marseille. Alors que les défilés du matin se sont déroulés dans le calme dans la cité phocéenne, l'après-midi tout se dégrade : des affrontements y provoquent d'importants dégâts et, dans la soirée, des coups de feu tirés d'une voiture causent blessés et mort d'homme².

Avec le 6 février, le fascisme est devenu, pour les démocrates et les organisations ouvrières, un danger très présent même si un débat existe, aujourd'hui, entre historiens sur la caractéristique réellement fasciste de telle ou telle « ligue », ou sur la nature même des émeutes parisiennes. Mais

ce sentiment largement partagé, nourri par les rassemblements, meetings, manifestations que les Ligues multiplient³, est un puissant moteur qui incite au développement de l'action antifasciste. Le PCF s'y investit très fortement, par exemple au sein des comités Amsterdam-Pleyel, mouvement dont le douanier communiste Jean Cristofol devient le secrétaire départemental.

La préoccupation antifasciste est importante pour expliquer le rapprochement des socialistes et des communistes dans les Bouches-du-Rhône comme ailleurs⁴. Le pacte unitaire entre la SFIO et le PCF y est signé un mois avant l'accord national de 1934. Mais comptent aussi pour beaucoup les mobilisations ouvrières : elles jouent un rôle d'entraînement et contribuent au rapprochement de la CGT et de la CGTU. Ainsi la marche des mineurs le 23 mars 1935. La CGTU est l'initiative de cette manifestation de protestation contre les menaces qui pèsent sur le bassin minier de Provence où la mine de Trets a été fermée. Mais des adhérents de CGT y participent. Les mineurs marchent d'Aubagne à Marseille, rejoints par les sections des entreprises les chômeurs de la vallée de l'Huveaune. Le mouvement qui se clôt par un meeting à la Bourse du travail de Marseille est un succès.

Les premiers succès électoraux résultent de la démarche unitaire et la confortent en retour. C'est le cas, lors des cantonales d'octobre 1934, mais surtout, à l'occasion des municipales des 5 et 12 mai 1935. Les désistements réciproques permettent à la gauche de conquérir de nombreux conseils municipaux. La SFIO, tout en consolidant son influence à Istres, Arles et dans le bassin minier emporte aussi de nouvelles municipalités comme Aubagne

Le Front populaire à l'échelle des Bouches-du-Rhône

ou Saint-Rémy et participe au nouveau conseil de gauche élu à Aix-en-Provence. Mais la victoire la plus symbolique est celle de Marseille où la liste d'Henri Tasso est majoritaire du fait du désistement communiste.

Les très importantes manifestations du 14 juillet 1935 marquent l'élargissement organisationnel et politique de l'alliance à gauche et le passage de l'unité d'action SFIO-PCF au Rassemblement populaire qui inclut les radicaux-socialistes.

En 1936, les événements s'accroissent. Au cours des six premiers mois se combinent, de manière serrée, les luttes ouvrières et les élections.

L'année 1936 commence d'ailleurs par un congrès ouvrier unitaire, celui de la nouvelle UD CGT, qui rassemble, à la Bourse du travail de Marseille, les 4 et 5 janvier 1936, « confédérés » (CGT) et « unitaires » (CGTU). L'ancien secrétaire (ex-confédéré) de l'UD CGT, Louis Chauffard est élu secrétaire de la nouvelle Union départementale⁵, avec comme adjoint Charles Nédelec (ex-unitaire). Et le dimanche 23 février 1936, le congrès d'unification de l'Union locale de Marseille élit une commission administrative dominée par les ex-confédérés, courant dont fait partie le nouveau secrétaire général, Louis Armand⁶. Ces événements coïncident avec un mouvement de grève des dockers de 21 jours dont les résultats (en particulier la reconnaissance des délégués syndicaux d'entreprise) annoncent ceux des accords Matignon⁷...

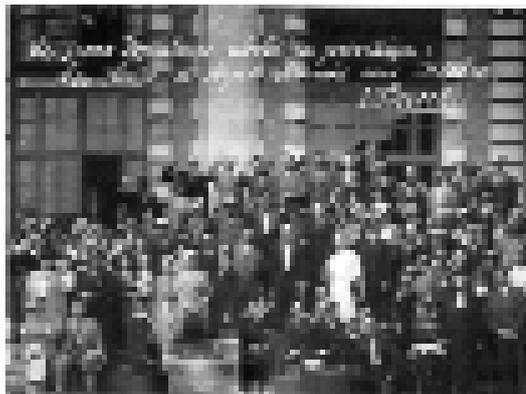
Les élections législatives de mai attribuent une large victoire à la gauche.

Les grèves avec occupation touchent, à partir de la fin mai 1936, l'ensemble des secteurs (sauf les cheminots). Et c'est, après les accords Matignon et le vote des lois sociales, l'embellie culturelle et les congés payés...

Les effectifs de la CGT réunifiée sont en très forte croissance et l'Union départementale compte, en 1937, 135 000 syndiqués. L'afflux de nouveaux adhérents jeunes et combattifs provoque un renversement des rapports de forces entre les deux cou-



rants communistes et socialistes et les ex-unitaires deviennent majoritaires. Au congrès départemental des 26 et 27 juin 1937, le communiste Charles Nédelec est élu secrétaire de l'UD CGT.



DES LENDEMAINS UN PEU OUBLIÉS

L'importance de la victoire électorale de la coalition du Front populaire, des luttes ouvrières, des acquis obtenus par les salariés gomme d'autres aspects pourtant non négligeables.

Ainsi, on oublie souvent que le patronat et la droite, s'ils marquent le coup, ne baissent pas la garde et font preuve d'une grande pugnacité. C'est du moins ce que l'on constate dans le département. Dès la

mi-juin 1936, dénonçant l'influence « d'éléments étrangers ou trop facilement naturalisés » dans ces événements, la Chambre de commerce de Marseille, en réaction au drapeau rouge, appelle à pavoiser partout aux couleurs tricolores. Ce qui entraîne de nombreux incidents dans le centre de Marseille, les 17 et 18 juin. La droite tient aussi plusieurs meetings successifs. Elle rassemble à plusieurs reprises en juin et juillet 1936, des milliers de personnes aux Arènes du Prado, à Marseille. Ces rassemblements permettent de constater les rapprochements de plus en plus étroits entre la droite modérée et la droite extrême. Parmi cette dernière, les deux organisations les plus actives sont le PSF (Parti social français) qui a succédé aux Croix-de-Feu dissoutes et le PPF (Parti populaire français) créé nationalement par Jacques Doriot en juin et dirigé localement par Simon Sabiani. Dans les reconstructions actuelles de cette époque (de fiction ou se voulant historiques), l'attention est plutôt attirée par le PPF et son chef local que par le PSF. Il faut dire que les méthodes violentes et le système clientéliste de Simon Sabiani, ses étroites relations revendiquées avec la pègre défraient souvent la chronique. Pourtant, ce serait un tort que de sous-estimer l'influence du PSF alors que cette organisation connaît une progression très importante, à la fois en audience et en nombre d'adhérents. Et, ancré d'abord dans la petite bourgeoisie et voulant s'affirmer comme représentant des classes moyennes il réussit, semble-t-il, à s'implanter aussi, à la fin des années 1930 dans les milieux populaires et ouvriers.

Il faut aussi remarquer que l'embellie du Front populaire est de courte durée. Des grèves reprennent à l'automne pour exiger l'application des acquis du mouvement de mai-juin. Par ailleurs, les tensions internationales commencent, dès l'été 1936, à diviser socialistes et communistes, à propos de la guerre d'Espagne (et de l'aide aux républicains espagnols), de l'attitude à adopter face à Hitler et Mussolini, des accords de Munich. Le clivage est encore plus net nationalement avec les radicaux-socialis-

tes (mais ceux-ci, supplantés par les socialistes, n'ont plus de députés dans le département depuis 1928).

En avril 1938, la constitution du gouvernement Daladier sans participation socialiste sonne, dans la pratique, le glas du Front populaire. Le congrès national du Parti radical-socialiste au Parc Chanot, à Marseille, fin octobre 1938, constitue un triomphe pour Daladier et son programme gouvernemental. L'incendie des Nouvelles Galeries, sur la Canebière auquel les congressistes assistent pratiquement en direct, le 28 octobre 1938, entraîne la mise sous tutelle de la municipalité de Marseille (décret du 20 mars 1939). Et, le 30 novembre 1938, la grève générale de la CGT en riposte aux décrets-lois de Paul Reynaud qui remettent en cause les acquis de 1936, se traduit par un échec. Autant d'éléments, qui, mis bout à bout, marquent la fin d'une période.

Le mouvement syndical subit les contre-coups de ces évolutions et tensions. Les débats se font âpres au sein de la CGT entre les ex-unitaires et les ex-confédérés, surtout ceux regroupés dans la tendance Syndicats, dirigée, dans les Bouches-du-Rhône, par Pierre Ferri-Pisani. Tous ces effets se combinent et entraînent une forte diminution des cotisants à la CGT. Au congrès départemental de juin 1939, l'UD, CGT a perdu près de 48 000 adhérents.

Notes

1. Je me permets de renvoyer, pour une analyse détaillée de la période dans le département à mon ouvrage, *Midi rouge. Ombres et lumière. Une histoire politique et sociale de Marseille et des Bouches-du-Rhône de 1930 à 1950*, t. 1, *les années de crise, 1930-1940*, Paris, Syllepse, 2004.
2. AD BdR 1M 752, rapport du préfet pour les premiers mois de 1934, juin 1934.
3. AD BdR 1M 752, rapport du préfet pour les premiers mois de 1934, juin 1934.
4. Ainsi que – pour rappel – l'évolution internationale en 1934-1935 et le tournant de la III^e Internationale. Voir à ce propos l'abondante bibliographie d'ensemble sur la période.
5. *Le Midi syndicaliste*, organe de l'Union départementale des syndicats ouvriers, 15 janvier 1936.
6. *Op. cit.*, 1^{er} mars 1936.
7. Charles Tillon « suit » le mouvement en tant que responsable syndical national, Charles Tillon, *On chantait rouge*, Paris, Robert Laffont, 1977, p. 202-209.

Jacques Girault

Réflexions sur la victoire du Front populaire dans le Var

Le département du Var s'inscrit aussi dans la dynamique du Front populaire, réponse de gauche à la crise et à la politique déflationniste de la droite. Pour la gauche, la relance économique passe par le développement de la consommation grâce à l'amélioration du pouvoir d'achat. L'intervention populaire et syndicale assure les conditions des mesures qui portent la marque du Front populaire dans les mémoires. Et pourtant dans le Var, les conditions ne reproduisent pas à l'identique la démarche de l'ensemble du pays.

LES PARTICULARITÉS DU VAR

Première particularité, la situation économique n'explique pas mécaniquement la réaction politique. Alors que la France connaît une crise économique qui frappe avant tout la production industrielle, dans le Var, la crise est surtout agricole. Le revenu des agriculteurs se dégrade fortement. Par exemple, les marchés extérieurs se ferment et les cultures fruitières et horticoles en souffrent. La crise viticole se traduit par une brusque dégradation des cours du vin. Heureusement les récoltes sont médiocres en 1933, 1934 et 1936. Mais en dépit de présence de la coopération, la politique déflationniste retarde les divers versements attendus (subventions, indemnités). L'industrie, le plus souvent dépendante de l'État, souffre moins mais les dépenses diminuant, la politique de défense nationale en subit les conséquences. Le chômage menace et *Le Petit Var*, dès le 2 juin 1934, lance un cri d'alarme, « les chantiers de La Seyne faute de commandes sont sur le point de licencier ». Pour le moment, les étrangers, comme d'habitude, seront sans doute sacrifiés ! À partir du milieu de l'année 1934, en région toulonnaise, la protestation s'organise, d'autant que la diminution des dépenses, des salaires, des pensions civiles et militaires frappe

directement les milieux populaires et les couches moyennes.

Deuxième particularité, dans le monde ouvrier, la mémoire de l'échec et de la répression consécutive aux grandes grèves de 1919 (Forges et chantiers de la Méditerranée à La Seyne) et de 1920 (Arsenal maritime et chemins de fer) explique le retard de l'entrée en grève des ouvriers varois. À la différence du reste du pays où les grèves générales avec occupation des lieux de travail imposent les négociations de Matignon, il faut attendre la signature des accords Matignon, dans la nuit du 7 au 8 juin 1936, pour que les ouvriers des chantiers de La Seyne entrent en grève.

Troisième particularité, la menace du fascisme se présente dans le département de façon indirecte. En France, les ligues d'extrême droite s'activent. Dans le Var, elles jouent un rôle plus effacé. Mais la présence de l'armée, les nombreuses manifestations lors des réunions assurées par les dirigeants activistes (Henriot ou Ybarnegaray) inquiètent d'autant plus que depuis longtemps, notamment par l'intermédiaire des immigrés italiens, le fascisme et l'antifascisme entrent dans le quotidien populaire. Le Var apparaît comme un laboratoire.

Quatrième particularité, le pays, en 1932 donne une majorité de gauche à la Chambre des députés, mais la rue, après le 6 février 1934, impose le retour de la droite. Le Var a élu cinq députés de gauche en 1932, dont quatre membres du Parti socialiste SFIO. Or depuis 1933, ces quatre dirigeants dont Pierre Renaudel, exclus du Parti, s'engagent dans un nouveau Parti socialiste de France qu'il faut construire. La même nécessité s'impose pour ceux qui restent au Parti socialiste SFIO dont ils entreprennent la renaissance. Or ces militants actifs, autour du secrétaire fédéral Jacques Toesca,

se réclament de la tendance de gauche du parti. Dans le même temps, les communistes s'efforcent de sortir d'une longue période de repli sectaire et utilisent les ressources de leurs militants souvent en rapport avec les syndicats, dont l'ouvrier de l' Arsenal maritime de Toulon, Jean Bartolini.

Cinquième particularité, le syndicalisme, divisé comme dans le reste du pays, reste globalement peu présent, sauf à l' Arsenal maritime de Toulon. Et ici la CGTU l'emporte sur la CGT et sa représentativité s'accroît comme le sanctionnent régulièrement les élections aux commissions locales des salaires. Autre corporation à forte syndicalisation, les instituteurs s'approprient à jouer un rôle dans la dynamique populaire des années suivantes.

LES ÉTAPES DU PROCESSUS UNITAIRE

Dans les étapes successives de la construction d'une gauche rassemblée pour des objectifs communs et limités, le Var se distingue par sa précocité, conséquence des mutations internes dans les forces politiques. Les socialistes SFIO, d'abord, débarassés sur le plan national de leur minorité droitière, dans le Var subissent une hémorragie puisque la plupart de leurs dirigeants et de leurs élus passent au Parti socialiste de France-Union Jean Jaurès. Ils créent un journal *Le Populaire du Var*, développent des sections, s'engagent dans un travail de terrain. Les communistes, en réaction contre les orientations sectaires, redécouvrent progressivement grâce à l'activité militante de proximité certaines valeurs de ce qui faisait le Var rouge. Ils s'organisent, soutenus par la direction du Parti.

La signature d'un accord entre socialistes SFIO et communistes se produit à Toulon, le 20 juin 1934, suivi par d'autres accords à Barjols ou à Hyères. Or un mois plus tard, un pacte national d'unité d'action, le 27 juillet, voit le jour. Cette précocité varoise explique les multiples actions communes et les succès électoraux, lors des élections cantonales de 1934 (élection du communiste Charles Gaou) ou municipales partielles (victoire des dix commu-

nistes à Toulon en novembre 1934, élections à Brignoles qui appellent une mise au point du dirigeant communiste François Billoux « Pour l'unité d'action sans confusion politique ») et générales (mai 1935) où les socialistes SFIO l'emportent sur les rivaux du PSDF, grâce au désistement ou aux votes des communistes. Succès emblématique de la nouvelle dynamique, la victoire de Jean Bartolini aux élections législatives de juin 1935 résulte de la poussée unitaire, mais aussi de la division des voix socialistes qui se répartissent maintenant sur deux candidats.

Cette dynamique progresse au fur et à mesure des avancées nationales. Les manifestations unitaires se succèdent pour commémorer les grands événements du calendrier républicain (et dans les villages, les cercles rouges occupent des positions-clefs), pour résister aux tentatives des militants d'extrême droite, pour protester contre les décrets-lois qui amputent les salaires et les pensions. Les appels communs et les ralliements à la cause unitaire se multiplient. Le mouvement syndical ne reste pas à l'écart. Les actions revendicatives de plus en plus convergentes se développent. Là encore les ouvriers de l' Arsenal donnent l'exemple. En septembre 1934, les syndicats CGT, CGTU et autonomes constituent un comité d'unité d'action pour la défense des salaires. De nombreuses initiatives unitaires se développent. Au même moment, pour le renouvellement de la commission locale des salaires, les élus sortants CGTU se représentent mais cette fois, ils figurent sur une liste commune avec les militants CGT. La résistance des travailleurs s'accroît tandis que les nouveaux décrets-lois arrivent au début de l'été 1935. Le Marché couvert à Toulon accueille alors des assemblées de plus en plus nombreuses. Ils manifestent souvent et le 8 août, la violence se répand parmi ces ouvriers au fur et à mesure de l'intervention des forces de l'ordre, analysée comme une provocation des autorités se combinant avec le retour aux méthodes directes. Un coup d'arrêt aux dérives possibles intervient. Il faut

Jacques Girault

Réflexions sur la victoire du Front populaire dans le Var

maintenant construire l'unité syndicale et participer à la victoire du Front populaire.

Le processus de réunification syndicale est particulièrement rapide avec à nouveau le rôle pionnier des ouvriers de l'Arsenal qui constituent leur syndicat des travailleurs réunis du port de Toulon, le 10 octobre 1935. D'autres corporations suivent, les postiers, les Forges et chantiers de la Méditerranée, le Parc annexe d'artillerie en attendant la fusion départementale décidée le 22 décembre 1935.

La victoire électorale du 3 mai 1936 résulte de cet ensemble de conditions. Toutefois, par rapport à 1932, aucun député de gauche ne retrouve son siège. Parmi les

élus, deux communistes Charles Gaou (mais le candidat socialiste SFIO Albert Lamarque hésite un peu avant de se retirer) et Jean Bartolini (et il y aurait pu en avoir un troisième dans la circonscription de Draguignan !), deux socialistes, Joseph Collomp et Michel Zunino, doivent admettre à leurs côtés le maire de droite de Toulon, Marius Escartefigue, élu dans le centre de sa ville. La nouvelle politique proposée reçoit une approbation du peuple varois des campagnes et des villes, des paysans et des ouvriers. Mais ici aucune impatience et aucune irruption dans l'espace usinier des travailleurs, le peuple varois sait attendre !

Gérard Leidet

Jeunesses et loisirs en Provence sous le Front populaire : vers une naissance des CEMEA

*« Jamais on ne se réveillait
Aux jours de l'été de trente-six
Que pour un quatorze juillet
Le soleil couleur de maïs
Ne s'est pas couché de l'année
Sur nos pancartes promenées »
Louis Aragon, Le Roman inachevé, 1956.*

FRANCE DU TRAVAIL OU FRANCE DES LOISIRS ?

Évoquer, soixante-dix ans après, les années de Front populaire c'est réactiver une mémoire collective qui conserve encore présentes les images de ces années-là. Grèves, occupations d'usines, manifestations, accords Matignon, semaine des 40 heures, congés payés... ont marqué de leur empreinte la période. Pour autant n'y a-t-il pas un risque à se focaliser uniquement sur cette France du travail en ce milieu des années 1930 ? Ne faut-il pas, dans le même temps, observer ce monde ouvrier qui, à côté du travail, aspire aux loisirs et à la culture ? Articuler ainsi ces deux dimensions permet de mieux comprendre

comment le Front populaire fut certes un projet politique, mais aussi un projet social et culturel. Pascal Ory, auteur d'une somme remarquable sur la question des rapports entre politique et culture au temps du Front populaire, résume bien l'articulation, voire la tension travail-loisirs au cœur de bien des enjeux dans les années 1935-1938.

« Ce n'est certainement pas sans raison, écrit-il, si aux yeux d'un large public l'image prédominante du Front populaire est moins celle d'une France qui travaille et qui lutte – une France "ouvrière" – que celle d'une France du loisir et de la fête... Le loisir et la fête ne sont cependant pas le reste, le résidu des autres politiques culturelles. Ils ont leur dynamique propre, comme en témoignent les hommes, les institutions et les programmes »¹.

Dans un ouvrage collectif consacré à *L'histoire des Gauches en France*, Anne Fontaine qui traite de la question du travail et des loisirs équilibre d'avantage cette problématique. Évoquant l'été 1936, elle

observe que « si le Front populaire constitue un “lieu de mémoire” de la Gauche au XX^e siècle, c’est autant au titre de temps des loisirs et des fêtes que de temps des luttes... »². C’est de cette dynamique, affirmée au cœur du dispositif des sports et des loisirs que nous voudrions témoigner et donner quelques aperçus. Nous le ferons à travers l’exemple d’une association assez emblématique à sa manière de ces années de Front populaire : les Centres d’entraînement aux méthodes d’éducation active (CEMEA).

SURVEILLER OU ÉDUIQUER ?

À l’origine de la naissance des CEMEA³ il y a donc l’histoire d’une époque, celle de 1936 et du Front populaire, époque remplie d’espérance sociale, de projets culturels audacieux, et de bouillonnement d’idées neuves qui vont permettre l’émergence de la notion même de « politique culturelle ». Si, en 1936, les vacances des adultes sont une préoccupation nationale entièrement nouvelle pour l’immense majorité des salariés de l’époque (avec l’avènement des congés payés et de la semaine de 40 heures), par contre, le souci de développer les départs en vacances des enfants est ancien.

Sur un plan un peu différent – accueil des enfants sans hébergement –, on trouve à l’origine les patronages, fondés dès 1835 pour l’éducation des jeunes ouvriers apprentis. C’est d’ailleurs à Marseille que l’abbé Caire créa l’Œuvre de la jeunesse pour la classe ouvrière⁴. En 1900, on comptait environ 14 000 enfants qui partaient en colonies de vacances. Ce chiffre allait atteindre 420 000 en 1936 et la pression était forte pour un développement de ces séjours. Les colonies dépendaient alors du ministère de la Santé et les préoccupations pédagogiques y restaient le plus souvent absentes.

Plusieurs personnalités prirent alors conscience de la nécessité d’une formation des cadres, en particulier André Lefèvre, alors commissaire national des Éclaireurs de France et Gisèle de Failly, militante de l’Éducation nouvelle, agissant au sein de

l’association L’hygiène par l’exemple. En 1936, les deux éducateurs se rencontrèrent. Il s’agissait, à la demande de Mme Trénel, inspectrice de l’enseignement primaire, de monter un premier stage de formation de cadres de jeunesse.

Gisèle de Failly était persuadée que la réussite d’un séjour de colonie de vacances dépendait avant tout de la compétence de son personnel. Elle lança alors l’idée d’entreprendre la formation de l’encadrement. À la simple surveillance, elle considérait qu’il fallait substituer l’action d’éducateurs préparés à leur tâche et soutenus dans leur travail par une conception pédagogique, celle de l’Éducation nouvelle, une pédagogie qui crée des situations « où chacun, enfant, adolescent, adulte, en prenant conscience de son milieu de vie, peut se l’approprier, le faire évoluer, le modifier, dans une perspective de progrès individuel et social »⁵.

La recherche d’une méthode de formation s’élabora en coopération avec le milieu du scoutisme laïque, aboutissant à l’idée de stage pour désigner une période de formation collective. Ce projet allait être facilité par la création en juin 1936 d’un sous-secrétariat d’État aux Loisirs, rattaché au ministère de la Santé et confié à Léo Lagrange⁶ Celui-ci apporta un soutien décisif à cette initiative.

La création des CEMEA en 1937 correspond donc bien à une rencontre, celle de la ligne de l’éducation nouvelle et de la prise de conscience, par le mouvement laïque lui-même, des limites de l’encadrement des œuvres en direction de la jeunesse. Il faut se rappeler qu’avant la fin des années 1930, cet encadrement était confié à des enseignants bénévoles sans aucune formation « périscolaire » dirions-nous aujourd’hui.

Dans ce contexte le rôle de Gisèle de Failly⁷ – qui assumait la direction principale des centres d’entraînement – fut déterminant dans deux directions au moins : à court terme pour innover avec la pratique d’activités diversifiées ; à plus long terme pour ouvrir la voie à une véritable démocratisation culturelle. Elle rejoignait en cela

les vues et les perspectives de Léo Lagrange mais également de Jean Zay⁸, ministre de l'Éducation nationale.

Ainsi la loi du 11 août 1936 prolongea la scolarité d'une année. Jean Zay mit à profit cet aspect de sa réforme afin d'inciter les instituteurs à pratiquer les activités dirigées et les classes promenades, orientant alors l'enseignement vers la vie active. Cette « ouverture pédagogique » qui touchait par ricochet les autres classes du primaire déboucha sur les nouvelles instructions de 1938. L'action réformatrice de Jean Zay permit d'ailleurs à Célestin Freinet d'écrire en novembre 1938 : « Si nous avons, dans l'histoire de l'évolution scolaire française, quelques lustres aussi riches en innovations hardies que ces deux dernières années, il y aurait bientôt quelque chose de changé dans l'éducation française »⁹.

Comme on le voit ici, l'heure était bien à l'innovation pédagogique...

PASSEURS CULTURELS, PASSEURS D'AVENIR

Pour demeurer sur le terrain de l'animation, complémentaire en ces années – là, on le verra plus loin, de celui de l'éducation, il faut souligner l'importance culturelle qui consistait pour ces militants de l'éducation populaire à articuler théorie – celle de l'éducation nouvelle¹⁰ – et pratique. C'est d'ailleurs du côté des pratiques pédagogiques que l'innovation se montra la plus visible : techniques de l'éducation nouvelle au service de l'étude du milieu, initiation au jeu dramatique, « musicologie populaire » mise en œuvre par Henriette Goldenbaum et William Lemit¹¹. Le matériel pédagogique moderne mis en œuvre se diffusa à la fois dans les colonies et les écoles dans la mesure où les « surveillants » (le terme de moniteur n'était pas encore usité) étaient majoritairement des instituteurs. Autant de volonté et de militantisme pédagogiques coïncidèrent, on l'a vu, avec les « activités dirigées » que Jean Zay essayait d'impulser dans la même période. Ce climat nouveau constitué de mesures prises « en haut » et relayées « en bas » avec parfois un certain enthousiasme per-

met à Pascal Ory d'écrire : « Divers signes montrent que jamais jusque-là les “colos” n'avaient bénéficié d'une telle visibilité dans la société française »¹². C'est aussi pendant la période du Front populaire que vont se populariser trois termes qui aujourd'hui sont entrés dans le langage courant : ceux de « moniteur » (de colonie), de « stage » et de « stagiaires ».

Il est temps alors d'évoquer le stage de Beaucueil (près d'Aix-en-Provence) en 1937 car il semble que le mot « stagiaire » par exemple ait été forgé à cette occasion¹³.

BEAURECUEIL, MOMENT FONDATEUR (25 MARS- 2 AVRIL 1937)

De ce lieu, belle bâtisse seigneuriale du début du XVII^e siècle, cantonnée de tours à partir desquelles on peut jouir d'une vue superbe sur la montagne Sainte-Victoire, de ces neuf journées, on peut acter et dater la fondation des CEMEA. En effet le premier « centre d'entraînement pour la formation du personnel des colonies de vacances et des maisons de campagne des écoliers » eut lieu à Beaucueil du 25 mars au 2 avril 1937. Il fut subventionné par le ministère de la Santé publique et de l'Éducation physique alors que le ministre de l'Éducation nationale, Jean Zay, envoya une circulaire aux inspecteurs d'académie et aux directeurs d'école normale pour les informer de cette initiative. Un second stage (on invente alors ce mot pour désigner le « centre ») aura lieu à Breteuil-sur-Iton dans l'Eure, du 16 au 23 mai de la même année. Un programme « Venez à Beaucueil » initié par la Ligue de l'enseignement, l'association L'hygiène par l'exemple, les Éclaireurs de France et la Fédération française des éclaireuses fut expédié aux enseignants. Une « profession de foi » y figurait, elle mentionnait quelques principes fondamentaux rédigés de la façon suivante :

Pour que les colonies de vacances complètent l'œuvre de l'École Publique. Pour qu'elles aient une organisation technique parfaite. Pour que les enfants y trouvent des activités attrayantes, vraies sources de joie et de santé.

Le document annonçant ce premier stage de formation parut sous le « haut patronage » du ministre de l'Éducation nationale, de Mme Brunshwicg, sous-secrétaire d'État à l'Éducation nationale, de M. Henri Sellier, ministre de la Santé publique et de Mme Suzanne Lacore, sous-secrétaire d'État à la protection de l'Enfance, c'est dire l'intérêt que les pouvoirs publics portèrent d'emblée à cette initiative. L'accent était mis sur « l'atmosphère d'amitié, de jeunesse et d'enthousiasme », sur la volonté de faire vivre une communauté éducative en lien avec « la pratique et le réel », enfin sur la mutualisation des idées, des jeux et des programmes destinés aux enfants. Le « stage » fonctionna du 25 mars à 16 heures au 2 avril 12 heures au château de Beaurecueil, propriété que l'Office départemental des pupilles de la nation mit à disposition du centre d'entraînement. Le prix du séjour, tout compris, était de 135 francs, les stagiaires étant répartis en dortoirs de huit lits. Les candidats se rendirent à Marseille par leurs propres moyens, des bons de réduction de 40 % sur les chemins de fer leur étant expédiés. Un car spécial portant une pancarte « Beaurecueil » réceptionna les stagiaires le 25 mars à 14 heures.

À qui s'adressait ce premier centre d'entraînement pour la formation des personnels de colonies ? À relire aujourd'hui la feuille de route rédigée par Mlle Angles et André Lefèvre¹⁴, on retrouve une dominante enseignante déjà installée avec ces enseignants-bénévoles (et peu formés) que nous évoquions précédemment. En effet, le stage s'adressait en priorité aux membres de l'enseignement public, aux assistantes d'hygiène scolaire, suppléant(e)s, jeunes instituteurs et institutrices, élèves d'écoles sociales ou d'écoles d'infirmières, aux normaliens, normaliennes (la participation des élèves-maîtres au stage de moniteur deviendra obligatoire en 1952)¹⁵.

Une cinquantaine de participants allait donc effectuer ce stage qui deviendra à posteriori l'événement fondateur symbolique des CEMEA. Léo Lefèvre en rappellera

dès 1944 l'origine et le rôle décisif dans leur création, évoquant cette expérience des Maisons de campagne des écoliers qui fut le point de départ du stage de Beaurecueil de 1937. L'équipement exigé était des plus simples, adapté à la vie de plein-air, comme en témoigne une photo et conservée à l'Institut d'histoire sociale de la CGT : « costume » de bain, espadrilles, chaussures de marche, vêtement imperméable, « coiffure » et pour les femmes, jupes de sport, blouse lavable, chandail, culotte foncée, bas de laine. Le camping formé de toiles de tentes demeurant la forme d'hébergement principale des stagiaires.



Ce stage qui eut lieu dans la dynamique du Front populaire ne pouvait en ignorer les chansons. À côté de chants destinés à l'enfance, on entonna les chants véhiculés par l'élan de mai-juin 1936. Notamment la chanson qui allait être la plus répandue, surtout parmi la jeunesse et les campeurs, et devenir une sorte de symbole du Front populaire, « *Au devant de la vie* » écrite par

le compositeur Dimitri Chostakovitch sur des paroles de Jeanne Perret¹⁶ :

Amis l'univers nous envie/Nos cœurs sont plus clairs que le jour/Allons au devant de la vie/Allons au devant de l'amour

Refrain : Debout ma blonde, chantons au vent !/Debout amis !/Il va vers le soleil levant/Notre pays !

DES « AUBERGES » ET DES « ÉCLAIREURS » AUX CEMEA

Cette chanson que nous venons d'évoquer, Antonia Gérardy¹⁷ la fredonne encore soixante-dix ans après. Élève de l'École normale de Digne de 1931 à 1934, elle devint institutrice dans ces années de Front populaire, d'abord à Saint-Antonin (1934-1936) puis à Septèmes (1936-1937), ensuite à l'école des Bastides vers Saint-Antoine (1938-1939), enfin aux Cadeneaux en 1940. Même si elle ne participe à son premier stage « Jeunesse et sports » qu'en 1943 elle se souvient avec beaucoup de lucidité de ces années 1936-1939 qui la virent participer activement au mouvement des « Auberges » et fréquenter assidûment l'auberge de jeunesse d'Allauch (première auberge du département inaugurée à la Noël 1936)¹⁸. Ce mouvement, créé à l'origine par des militants issus du christianisme social regroupés autour de Marc Sangnier et de sa Ligue française des auberges de jeunesse va voir éclore en 1933 une autre branche – laïque celle-là –, le Centre laïque des auberges de jeunesse.

Antonia Gérardy évoque quant à elle une « Union des auberges de jeunesse », mouvement de jeunesse régionalisé qui offrait alors aux jeunes gens, notamment aux plus défavorisés, des centres d'accueil leur permettant de connaître les joies d'un « temps à soi » et d'une vie communautaire épanouissante. Elle se souvient également y avoir croisé des militants trotskystes. Pendant la guerre une partie du mouvement donnera naissance aux Camarades de la route puis aux Jeunes laïcs combattants (mouvement clandestin) qui ne participera pas à la lutte armée mais servira de lieu d'accueil pour des expulsés de

la zone Nord, notamment les Juifs, protégeant ces derniers en utilisant et falsifiant des bulletins de baptême. Ces Jeunes laïcs combattants diversifièrent d'ailleurs leurs activités : d'agence de renseignements pour la Résistance à la fabrication de sucre à partir de raisin ils furent en contact avec un certain Varian Fry¹⁹.

C'est après cette période, lors de l'année scolaire 1944-45 qu'Antonia Gérardy put participer à la délégation régionale des CEMEA. Elle se trouvait à cette époque « détachée » de son poste d'institutrice pour former les enseignants du département à une nouvelle approche de l'éducation physique, la méthode Hébert et y fit la rencontre de Louis Delon, inspecteur Jeunesse et sports. Ce dernier avait connu un parcours différent du sien puisqu'il était alors dirigeant des Éclaireurs de France, un mouvement qui, aux dires d'Antonia, était plus rigoureux, plus organisé que celui des Auberges. Pourtant c'est bien cette alliance de deux mouvements d'éducation populaire, les Éclaireurs de France et le Centre laïque des auberges de jeunesse qui donnera naissance dans les Bouches-du-Rhône aux CEMEA. On retrouve la convergence observée au niveau national entre André Lefèvre, commissaire national rappelons-le des Éclaireurs de France, et Gisèle de Failly, militante de l'Éducation nouvelle comme l'était Antonia Gérardy dans le domaine de l'éducation sportive...

« UNE ESPÈCE D'EMBEILLIE ? »

Au terme de cet aperçu, on a vu combien des avancées sociales – prolongation de la scolarité jusqu'à 14 ans pour les enfants et quinze jours de congés payés pour les parents – ont créé des besoins nouveaux. Cet « appel d'air » a pu poser des problèmes d'organisation et d'encadrement. La création des CEMEA apparaît donc bien comme l'une des réponses à cette situation nouvelle. Elle a répondu à la nécessité de former le personnel d'encadrement des colonies de vacances et a fait émerger un nouveau métier, celui d'animateur.

Gisèle de Failly a très bien décrit ses objectifs initiaux lorsqu'elle écrit :

« Transformer l'éducation à une petite échelle, prouver que cette transformation était possible, telle était la voie dans laquelle je cherchais une issue... »²⁰. À leur manière ces éducateurs soucieux d'efficacité devant les enjeux nouveaux de la conquête du temps libre ont voulu accompagner (anticiper ?) l'espérance sociale et culturelle d'une époque²¹. Sans doute rejoignaient-ils les sentiments de Léon Blum, qui de son poste de président du Conseil du gouvernement de Front populaire songeait au chemin parcouru : « Je ne suis pas sorti souvent de mon ministère, mais chaque fois que je suis sorti, que j'ai traversé la grande banlieue parisienne, et que j'ai vu les routes couvertes de ces théories de « tacots », de motos, de tandems, avec des couples d'ouvriers vêtus de « pull-over » assortis et qui montraient que l'idée de loisir réveillait même chez eux une espèce de coquetterie naturelle et simple, tout cela me donne le sentiment que, par l'organisation du travail et du loisir, j'avais malgré tout apporté une espèce d'embellie, d'éclaircie dans des vies difficiles, obscures, qu'on ne les avait pas seulement arrachés au cabaret, qu'on ne leur avait pas seulement donné plus de facilité pour la vie de famille, mais qu'on leur avait ouvert la perspective d'avenir, qu'on avait créé chez eux un espoir »²².

Notes

1. Pascal Ory, *La belle illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire. 1935-1938*, Paris, Plon, 1994.
2. Anne Fontaine, « Travail et loisirs », in Jean-Jacques Becker, Gilles Candar (dir.), *Histoire des Gauches en France*, vol. 2, Paris, La Découverte, 2004, p. 703-722.
3. Ce développement doit beaucoup à la consultation du site des CEMEA. Nous remercions la direction départementale des CEMEA qui nous a autorisé à le consulter.
4. Philippe Champy et Christiane Etévé (dir.), *Dictionnaire encyclopédique de l'éducation et de la formation*, Paris, Éd. Retz, 3^e éd., 2005.
5. Extrait du site national des CEMEA, historique de l'association.
6. Pour connaître le parcours militant de Léo Lagrange et son rôle dynamique comme sous-secrétaire d'État à la Santé publique, chargé de gérer le département nouvellement créé des Sports et des Loisirs, voir sa notice, rédigée par J. Raymond, dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*,

p. 126-132 ; ainsi que l'ouvrage de Jean-Louis Chappat, *Les chemins de l'espoir ou combats de Léo Lagrange*, Paris, Fédération Léo Lagrange, 1983.

7. Pour (re)découvrir le parcours militant et pédagogique de Gisèle de Failly se reporter à Geneviève Poujol et Madelaine Romer, *Dictionnaire biographique des militants : de l'éducation populaire à l'action culturelle*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 138-139.
8. Sur Jean Zay, outre Pascal Ory, *La belle illusion, op cit*, consulter Jean Zay, *Souvenirs et solitude*, Le Roelux (Belgique), Éd Talus d'approche, Orléans, libr. Les Temps modernes, nouv. éd., 1987 et Antoine Prost, *Jean Zay et la gauche du radicalisme*, Paris, Presses de Sciences po, 2003.
9. Cité par Antoine Prost dans la notice consacrée à Jean Zay, in Jean-François Sirinelli, *Dictionnaire de la vie politique française au XX^e siècle*, Paris, PUF, 1995. Concernant le parcours militant et pédagogique de Célestin Freinet, se reporter encore au *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, op. cit.*, t. 28, p. 261-264 (notice de Nicole Racine).
10. Dans ces années-là, le terme recouvre la diffusion des idées pédagogiques issues des travaux de Claparède, Ferrière, C. Freinet, M. Montessori, R. Cousinet, H. Wallon, etc. Pour connaître la pensée éducative de ces pédagogues, se reporter au *Dictionnaire encyclopédique de l'éducation et de la formation, op. cit.*
11. Ces deux derniers, professeurs et musiciens, incarnent bien les rapports anciens des CEMEA avec des artistes qui veulent rénover l'approche des domaines artistiques dans un souci de transmission culturelle aux enfants du peuple.
12. Pascal Ory, *op. cit.*
13. Par la journaliste Juliette Pary dans l'hebdomadaire *Vendredi* du 21 mai 1937. Cette ancienne directrice de colonies de vacances racontera en 1938 ses expériences dans *Mes 36 gosses* et écrira une série d'articles dans *Regards, Vendredi* et *Marianne*. Cité par Pascal Ory, *op. cit.*
14. Respectivement inspectrice générale honoraire des écoles maternelles, directrice du stage, et commissaire national des Éclaireurs de France, chef de stage. Pour un éclairage sur le rôle pédagogique de ce dernier, se reporter à la notice qui lui est consacrée dans le *Dictionnaire biographique des militants : de l'éducation populaire à l'action culturelle, op. cit.*, p. 236-237.
15. La direction générale de l'enseignement du premier degré estime cette participation comme un « élément indispensable de la formation professionnelle » des élèves-maîtres. Circulaire du 8 avril 1952, n° 474 EP 7.
16. Robert Brécy, *Florilège de la chanson révolutionnaire, de 1789 au Front populaire*, Paris, Éd. Ouvrières, 1990.
17. Entretien avec Antonia Gérardy (née en 1915), réalisé à Marseille le 13 mai 2006.

18. Robert Mencherini, *Midi rouge, ombres et lumières*, t. 1, *Les années de crise, 1939-1940*, Paris, Syllepse, 2004, p. 87.
19. Entretien avec Antonia Gérardy, 17 mai 2006.
20. Benigno Cacères, *Allons au devant de la vie*, Paris, Maspéro, 1981, cité par Jean-Michel Leterrier, *Sous l'usine la plage, à la conquête du temps libre !*, Le Kremlin-Bicêtre, Éd. Les points sur les i, 2006.
21. Dans la présentation de son remarquable ouvrage, Jean-Michel Leterrier (*op. cit.*) écrit à ce propos : « Ce livre évoque une page particulière, celle de l'avènement, dans des conditions particulières, d'un temps enfin libéré de la tutelle du travail. Certes ce temps libéré n'est pas encore un véritable "temps libre", mais pour la première fois de leur histoire les ouvriers ont, en 1936, gagné un "temps à eux". Cette victoire, le mouvement ouvrier se la doit d'abord à lui-même, en effet l'aspiration à desserrer l'étau du travail et à disposer d'un temps à soi, traverse toute l'histoire sociale de ce pays... Si les ouvriers connaissent aujourd'hui les joies de la plage, c'est bel et bien parce qu'en 1936 ils ont occupé leurs usines. »
22. Léon Blum, *Œuvres*, t. V, p. 289, cité par Ilan Greilsammer, *Blum*, Paris, Flammarion, 1996, p. 365.

Nous remercions l'Institut d'histoire sociale de la CGT. Deuxième photo de la page 17 extraite de l'ouvrage de Jean-Michel Leterrier, *Sous l'usine la plage. A la conquête du temps libre !*, Le Kremlin-Bicêtre, Éd. Les points sur les i, 2005.

Honoré Charrière*

Souvenirs du Front populaire à Port-Saint-Louis du Rhône

En 1932, j'ai commencé à travailler dans une entreprise de camionnage, 10 heures par jour, six jours par semaine pour un salaire de 5 francs par jour. J'ai travaillé pendant deux ans dans cette entreprise. Après maintes discussions, j'ai obtenu que mon salaire passe à 8 francs par jour. Puis, comprenant que ce n'était pas assez, j'ai cherché un travail plus lucratif à la Compagnie générale de navigation où je suis rentré en 1936, en pleine bataille du Front populaire.

À l'atelier où je travaillais, on décida de ne pas rester en dehors des luttes qui secouaient la France, il fut décidé d'une réunion de l'ensemble du personnel des compagnies de navigation de l'ensemble du port. La réunion eut lieu dans la salle du premier étage du café Saint-Louis. Quelle ne fut pas ma surprise de rencontrer les sous-directeurs des compagnies de navigation, mais également une personne étrangère à la corporation qui dirigeait la réunion, avec l'intention, sous couverture patronale, de former un syndicat indépendant.

Malgré mon jeune âge (17 ans), aidé par un ami qui travaillait avec moi, dans le même atelier, Raymond Guiol, nous avons fait échouer cette manœuvre en démontrant la nécessité de faire l'unité avec nos cama-

rades dockers, organisés depuis toujours à la CGT. La réunion se termina en queue de poisson et personne ne donna son adhésion à ce syndicat fantôme. Avec mon camarade, nous avons proposé d'organiser une nouvelle réunion le lendemain pour créer un syndicat CGT. Nous nous rendîmes aussitôt à la Bourse du travail où nous expliquâmes la situation à Marcel Baudin, secrétaire général du syndicat des dockers et de la Bourse du travail.

Pendant la journée qui suivit, Raymond et moi fîmes le tour des compagnies pour alerter les copains pour la réunion du soir, à 18 heures au même endroit. Nous pensions que Marcel Baudin dirigerait la réunion. Mais il nous expliqua qu'il était venu à notre demande et nous donna la parole. Je la pris – avec le trac – pour donner les raisons de cette réunion, et demander aux participants de se grouper dans la CGT pour défendre nos droits et engager l'action avec l'ensemble des travailleurs et notre pays. Marcel Baudin expliqua ensuite les raisons de la lutte.

En fin de séance, un bureau fut constitué : tous les présents adhérèrent au syndicat qui prit pour nom, « syndicat CGT des personnels des compagnies de navigation », rattaché à la fédération CGT des Ports et

Honoré Charrière

Souvenirs du Front populaire à Port-Saint-Louis du Rhône

Docks. Mon camarade et moi étions satisfaits. Marcel Baudin nous félicita pour cette première victoire. Mais, en raison de notre jeune âge, nous ne pûmes faire partie du bureau syndical.

Les revendications furent présentées aux patrons des compagnies, qui, bien entendu, refusèrent toute discussion. Après trois jours de grève, décidé par l'ensemble des employés d'entreprises, nous fûmes victorieux.

Mon salaire passa de 16 à 28 francs par jour, la semaine de travail de 50 à 40 heures. Du fait de notre action, j'avais deux jours de repos par semaine : le dimanche et le lundi, plus 15 jours de congés payés. Quelle victoire ! Elle restera pour moi semblable à celle de la libération de mon pays. Les congés payés firent la joie de tous ! Quand mon père annonça à ma mère que nous aurions 15 jours de congés payés, que le travail sur le port ne commencerait plus à 7 heures, mais à 8 heures 40 ! C'est-à-dire une journée de 6 heures 40 pour les ouvriers dockers : pour les travailleurs intermittents, le calcul des heures de travail était fait à la journée et non à la semaine.

D'autre part, cette année-là, je gagnai à la Loterie nationale la somme de 10 000 francs avec un billet pris à deux, soit 5 000 francs chacun. J'étais très content : le salaire le plus élevé pour un docker journalier était de 42 francs par jour.

Avec cet argent, on a acheté un cabanon de la plage Nord. Quelle fut la joie de ma mère. Elle ne pouvait s'imaginer que mon père allait être payé 15 jours sans travailler, car sur le port, la moyenne de travail hebdomadaire était de deux ou trois jours, quatre au plus.

Nous avons décidé de prendre le congé tous en même temps, mon père, mon frère, ma sœur. Le samedi, quand nous avons déposé sur la table l'argent de nos congés, ce fut la joie dans la maison. Mes parents n'avaient jamais possédé autant d'argent. Dès le lendemain matin, toute la famille, nous partîmes au cabanon. Pendant 15 jours ce fut la grande fête avec l'ensemble de la famille, de bons repas, de la pêche, de la chasse pour fêter cette importante victoire.

Mais cette époque fut de courte durée. Le gouvernement dirigé par le socialiste Léon Blum céda aux pressions de la droite et de certains radicaux. Il décréta la « pause » et laissa finalement la place aux gouvernements Chautemps, Daladier et Paul Reynaud. Les conquêtes sociales furent grignotées et le gouvernement prit sa revanche. Mais cette époque, malgré sa brève durée, restera pour moi l'une des meilleures de ma vie.

.....
Note

* Docker retraité.



Notes de lecture autour du Front populaire

Notes de lecture autour du Front populaire

« Moissons du Front populaire »

Nous abordons, avec ce numéro spécial, les notes de lecture relatives aux ouvrages traitant de la période 1934-1938. L'année 2006 étant notamment marquée par diverses commémorations autour de la thématique du Front populaire (70^e anniversaire), le bulletin de PROMEMO se devait d'évoquer (c'est l'ambition du dossier central) quelques aspects de ce que fut le Front populaire dans notre région et d'être aussi l'écho des dernières initiatives éditoriales. Cette sélection de livres se veut le reflet de celles-ci. Le lecteur de cette rubrique pourra bien entendu nous faire part de ses observations et proposer pour le prochain bulletin d'autres thématiques qui pourront alimenter de futures « notes de lecture »... À vos plumes !

Gérard Leidet, responsable de la rubrique

Jacques Girault, *Au devant du bonheur. Les Français et le Front populaire*, Paris, Éditions Cide, 2006, 192 pages, 36 euros. Par Gérard Leidet :

Dans la production historique relativement abondante que suscite le soixante-dixième anniversaire du Front populaire – et qui réjouira tous les militants et les amateurs d'histoire sociale – le livre de Jacques Girault fera date. Avec *Au devant du bonheur*¹ – chacun aura reconnu ici l'hommage à la chanson fredonnée dans les auberges de jeunesse des années 1930 –, l'auteur, spécialiste du mouvement ouvrier et des militants enseignants, nous propose, au delà d'une synthèse remarquablement documentée, un album richement illustré. Outre le fait qu'il s'agit souvent de documents inédits, Jacques Girault a apporté un soin particulier à l'écriture des légendes. La « lecture » de l'image, à la photo s'enrichit ainsi d'éclairages complémentaires au récit des événements et à l'analyse historique. Un récit et une analyse déclinés en dix chapitres qui nous aident à comprendre les groupes sociaux en présence (« Ceux qui possèdent », « Ceux qui n'ont que leurs bras »), qui resitue l'événement dans le contexte international (« Une crise nationale dans un monde en crise »), et qui articule au cœur même de l'événement les dimensions sociales et culturelles. De ce point de vue, si les journées de juin 1936 correspondent à une certaine « explosion sociale », l'historien montre bien comment ces heures-là furent dans le même temps un moment socio-culturel fondateur : la joie procurée par la libération d'un temps enfin à soi est très présente, très palpable même tout au long du chapitre intitulé très justement *l'embellie*².

Certes l'événement fut de courte durée mais l'ouvrage permet de mieux prendre la mesure d'une mémoire du Front populaire transmise avec ferveur parfois dans de nombreuses couches de la société française. En effet, le Front populaire terminé, la place du mythe, transmis de génération en génération, va s'inscrire durablement dans la mémoire ouvrière et dans celle de la gauche française car il n'y a pas de mémoire nationale du Front populaire.

Enfin pour une revue comme la nôtre, attachée aux traces et aux archives du mouvement ouvrier en Provence, la présence de documents liés à l'histoire sociale du Var ou de Marseille³ au cœur de ces années 1930 est une raison supplémentaire de recommander la lecture d'*Au devant du bonheur* à nos lecteurs et aux amis de PROMEMO. Les lecteurs pourront aussi découvrir (au-delà du titre et de l'introduction de cette belle étude sur les « Français et le Front populaire ») une réflexion stimulante sur l'articulation entre le bonheur individuel – notion bien personnelle, nous dit Jacques Girault – et le bonheur du peuple impulsé par des actes politiques et sociaux, par la mise en mouvement de ces ouvriers, de ce « peuple de gauche qui exulte » un certain 14 juillet 1936. À cet égard, l'auteur, dès l'introduction de son ouvrage, nous propose l'une des clés de lecture possibles : « La question d'une ouverture vers le bonheur reste le fil conducteur des pages qui suivent. La retombée des espérances puis la tragédie guerrière diffèrent les effets, mais ne détruisent pas ce rêve, devenu pour un court temps, une possibilité partielle pour la plupart des milieux populaires »⁴...

Jean-Michel Leterrier, *Sous l'usine la plage. À la conquête du temps libre !*, Le Kremlin-Bicêtre, Éditions Les points sur les i, 2005, 95 pages, 25 euros. Par Gérard Leidet :

Manœuvre à 16 ans dans la métallurgie, responsable des affaires culturelles du CE Renault-Billancourt, secrétaire national de « Travail et culture », responsable du service de politique culturelle à la CGT entre autres missions... Il fallait sans doute un tel parcours professionnel et militant pour écrire *Sous l'usine la plage. À la conquête du temps libre !* En effet, cet ouvrage n'est pas un livre de plus sur le Front populaire. Jean Michel Leterrier y évoque des pages (trop) méconnues de l'histoire sociale : la lente émergence pour l'ouvrier, d'un temps qui commence à se libérer de la « tutelle du travail ». En une dizaine de chapitres où le texte et l'image s'épaulent intimement, l'auteur nous fait comprendre comment le mouvement ouvrier a su, au-delà des avancées purement économiques, repousser les cadres étroits de l'aliénation pour respirer un autre air, celui d'un « temps libéré » Ainsi, au gré d'une iconographie souvent inédite, on découvrira cette photo concernant notre région au moment du Front populaire : celle du premier stage, fonda-

Notes de lecture autour du Front populaire

Notes de lecture autour du Front populaire

teur et historique donc, des CEMEA à Beaucueil en avril 1937 ! Au total un bel et bon album (de famille, nous précise Bernard Thibault dans la préface) à faire partager ; à l'image des derniers mots du livre empruntés à Magdelaine Paz s'adressant à ses camarades d'usine : « [...] Et si justement le but fondamental de mai 1936 c'était de faire que l'art – ce luxe – la culture – ce privilège – ce soit pour vous ? »

Antoine Prost, *Autour du Front populaire. Aspects du mouvement social au XX^e siècle*, Éditions du Seuil, collection « L'univers historique », 2006, 350 pages, 23 euros. Par Gérard Leidet :

À côté de rééditions bienvenues – tel l'ouvrage de Jacques Kergoat, *La France du Front populaire* aux éditions de la Découverte –, ce soixante-dixième anniversaire donne l'occasion à Antoine Prost de livrer, au terme de recherches menées depuis quarante ans, une synthèse essentielle consacrée à l'histoire sociale. Auteur d'une thèse consacrée à la CGT au temps du Front populaire (et publiée en 1964) l'historien rassemble ici une douzaine d'études qui ont jalonné l'histoire du monde du travail. On saluera d'abord l'initiative des Éditions du Seuil d'avoir réuni ces articles (revenus par l'auteur) difficiles à se procurer, disséminés qu'ils étaient dans des revues comme *Le Mouvement social*, *Vingtième siècle*, voire dans des ouvrages collectifs. Le livre – le titre l'indique assez – n'est pas uniquement centré sur le Front populaire. Ce dernier moment est ainsi « encadré » par de remarquables analyses portant sur les manifestations du 12 février 1934 en province, les comités d'usine à la Libération, les grèves de mai-juin 1968, les effectifs syndicaux... Une introduction inédite questionnant la « centralité perdue de l'histoire ouvrière » permet à Antoine Prost de revisiter son parcours d'historien : « Pourquoi avoir consacré tant de temps, de patience et d'énergie à l'histoire ouvrière ? » écrit-il au début de l'ouvrage. La question se posait bien différemment en 1964, tant l'histoire du syndicalisme ouvrier par exemple se situait « comme une pièce centrale de la grande histoire » et tant la question ouvrière dominait le débat politique et social. Le dernier chapitre du livre s'appuyant sur un travail de lexicologie politique analyse les mutations qui affectent un monde ouvrier où les *travailleurs* laissent la place dans le discours syndical aux *salariés*. Évolution lourde de sens, nous dit Antoine Prost à qui nous laisserons le dernier mot : « Elle traduit l'évolution de toute une société où le travail n'est plus l'activité par excellence de l'homme qui maîtrise la nature, mais un emploi, une place, qui garantit un salaire et permet l'accès aux loisirs, espace de liberté et d'affirmation de soi... Chacun à sa manière, le chômage et l'industrie des loisirs rongent les identités fondées sur le travail. En ce sens, comme la question ouvrière, la classe ouvrière et l'histoire ouvrière, le travail a perdu sa centralité. »

Issu de la production éditoriale consacrée au soixante-dixième anniversaire du Front populaire, l'ouvrage d'Antoine Prost devrait devenir un « classique » de l'histoire sociale au xx^e siècle dans la mesure où ce livre nous aide à comprendre que l'histoire du mouvement ouvrier français se confond à bien des égards avec l'histoire de la société elle-même.

Michel Winock et Séverine Nikel, *La gauche au pouvoir. L'héritage du Front populaire*, Éditions Bayard, 2006, 190 pages, 17 euros. Par Gérard Leidet :

Issu d'une série d'entretiens avec Séverine Nikel, le dernier ouvrage de Michel Winock part d'une interrogation sur la « mémoire » de mai et juin 1936 : le Front populaire, longtemps référence de la gauche l'est-il encore aujourd'hui ? Avant de répondre à cette question pour la confronter à la situation politique d'aujourd'hui, l'auteur aborde, en six chapitres, les grands moments de cette histoire sociale. Les questions de mémoire, de l'union (des) Gauches, la poussée sociale et politique de juin 1936, joliment baptisée « la lumière de juin », les tensions entre pacifisme et antifascisme, « l'échec » politique (mais aussi selon Winock économique et idéologique), la vocation de la gauche à gouverner rythment un récit alerte, bien conduit, dans lequel la permanence des questions soulevées est articulée avec les réponses innovantes (ou les impasses) du gouvernement et du mouvement ouvrier.

La partie la plus originale du livre se situe dans le premier chapitre, intitulé « mémoires ». Notamment le passage où l'historien esquisse un rapide aperçu historiographique – du « mot d'ordre à l'histoire critique ». Le lecteur pourra ainsi (re)découvrir les travaux pionniers de Georges Dupeux (sur les élections de 1936, 1959), de L. Bodin et Jean Touchard composés à partir de coupures de presse (1961), les témoignages injustement oubliés aujourd'hui de Jean Guéhenno, d'André Delmas, secrétaire du SNI à l'époque du Front populaire, et surtout de Simone Weil la philosophe établie à l'usine, les livres de qualité de M. Danos et M. Gibelin (« juin 1936 », 1952), un autre témoignage, engagé celui-là (Daniel Guérin de la Gauche révolutionnaire, *Front populaire, révolution manquée*, 1963) jusqu'à ce qui fut longtemps l'analyse de référence universitaire, avec Georges Lefranc (Payot et Julliard/Archives, 1965-1966) et le grand colloque « Léon Blum chef de Gouvernement » (mars 1965).

Le ton adopté à la fin de l'ouvrage peut surprendre le lecteur dans la mesure où Winock « étire » un peu trop la comparaison entre 1936 et... 2007 ! Appelant de ses vœux une gauche « enfin réformatrice » et un Parti socialiste s'affirmant sans honte social-démocrate, l'auteur quitte sa posture d'historien pour

Notes de lecture autour du Front populaire

Notes de lecture autour du Front populaire

endosser celle de citoyen. On peut le regretter et le citoyen justement, désireux de mieux connaître « l'année 1936 » pourra alors préférer lire ses chroniques mensuelles parues depuis janvier 2003 dans la revue *L'Histoire* (« Le Front populaire est lancé », « Le lynchage de Léon Blum », « Le jour où Hitler pouvait être arrêté », « La main tendue de Thorez », « Victoire électorale ou révolution ? »)⁵.

Danielle Tartakowsky et Michel Margairaz (avec la participation de Daniel Lefeuvre), *L'avenir nous appartient ! Une histoire du Front populaire*, Éditions Larousse, 2006, 240 pages, 35 euros.
Danielle Tartakowsky, *Le Front populaire. La vie est à nous*, Éditions Gallimard, 1996, collection « Découvertes », 144 pages, prix non indiqué. Par Gérard Leidet :

Déjà auteur lors du 60^e anniversaire d'un ouvrage consacré au Front populaire, *La vie est à nous* (1996) dans la très belle collection Gallimard-Découvertes, Danielle Tartakowski récidive avec les soixante-dix ans de l'été 1936 pour notre plus grand bonheur. En collaboration avec Michel Margairaz, elle nous convie – comme le sous-titre semble l'indiquer en rappelant un de ses ouvrages antérieurs⁶ – à *une histoire du Front populaire*. Le petit album de 1996, *La vie est à nous*, constituait déjà une belle réussite quant à l'articulation du texte et de l'image et proposait ainsi une belle synthèse pour entrer dans la connaissance de l'événement. En résulte aujourd'hui un très bel album de grand format permettant au texte de se déployer d'avantage « à la croisée de deux histoires » En effet, le lecteur trouvera ici, dans un souci d'équilibre bien respecté, à la fois une histoire sociale avec un récit des différents acteurs : gouvernement, partis, syndicats, institutions et une « histoire culturelle », celle des pratiques sociales, festives, militantes, culturelles... On sait combien cette dernière dimension colora l'esprit de 1936 et marqua pour longtemps – jusqu'à nos jours ? – l'imaginaire relatif à la période. L'iconographie très importante, présente à chaque page, rend bien compte de cette « double histoire », sociale et culturelle. Des encadrés ponctuent chaque chapitre et revisitent des parcours militants (L. Blum, L. Jouhaux, B. Frachon, H. Barbusse...), des « lieux de mémoire » (les municipalités ouvrières, le 30^e Tour de France...), des aspects culturels (J. Renoir et la *Grande illusion*, Léo Lagrange : la démocratisation des sports et des loisirs...), etc. Le chapitre titré avec justesse « Points aveugles » retiendra l'attention. Les auteurs y évoquent des aspects alors guère perçus de cette histoire, notamment les pages consacrées à la question coloniale et à Ferhat Abbas « enfant déçu du Front populaire ». Autant d'éléments et d'autres non évoqués ici, faute de place, qui permettent à Danielle Tartakowsky et Michel Margairaz de réussir leur pari, celui d'inviter le lecteur à parcourir une *autre histoire* du Front populaire.

Patricia Latour, *Le 36 des femmes*, suivi de Roger Bordier, *Le peuple de 36*, Pantin, Le Temps des cerises, 2006, 160 pages, 20 euros.

Les épisodes commémoratifs ont l'avantage, parfois, de faire émerger de nouveaux champs d'études. C'est le cas avec le récit de Patricia Latour qui retrace le rôle des femmes dans le grand mouvement social de 1936. Cette étude « commence à peine » nous dit Jean-Pierre Rioux⁷, et le mérite de cet ouvrage est de nous présenter la période sous l'angle des femmes, en abordant la question de façon équilibrée. L'auteur note d'abord la présence de femmes au gouvernement. Trois femmes siègent dans le gouvernement Blum (comme sous-secrétaires d'État d'ailleurs et non comme ministres). Il s'agit de Cécile Brunschvicg (à l'Éducation nationale), de Suzanne Lacore (protection de l'enfance) et de Irène Joliot-Curie (recherche scientifique). Dans le même temps le Front populaire n'accordera pas le droit de vote aux femmes. Les Radicaux, alliés incontournables du Rassemblement populaire, s'opposeront jusqu'au bout à une telle mesure, arguant du fait que les femmes influencées par l'Église n'apportent leur suffrages aux conservateurs.

Cependant comme le rappelle P. Latour, « elles ne votent pas mais elles militent [...], elles sont en grève [...], elles chantent, elles dansent [...] ». C'est l'occasion à travers le récit des luttes de découvrir de beaux portraits de femmes. Au-delà de celles – citées précédemment – qui ont participé au gouvernement, on retrouve des figures souvent émouvantes (la « camarade Simone Weil », Bertie Albrecht), opiniâtres (la « suffragette » Louise Weis), injustement oubliées (Martha Desrumeaux, militante syndicale et communiste « seule femme à participer aux accords de Matignon en juin 1936 ») ; Gisèle de Failly dont on évoque largement le rôle éducatif et social dans ce même numéro de PROMEMO⁸... Mais ce sont aussi les esquisses biographiques situées en annexe en fin d'ouvrage (« Quelques femmes de 36 », p. 218-228) qui retiendront notre attention notamment celles qui retracent les parcours de trois militantes marseillaises, ainsi Mme André (secrétaire du syndicat de la couture et de la mode), Alix Couédou (née à Martigues, elle participe aux grèves à la teinturerie Fraissinet, puis en 1938 à celles des teintureries-blanchisseries de Marseille qui touchent 13 entreprises), Agnès Marginèdes (épouse Dumay, elle organise la solidarité aux grévistes-dockers, participe à l'aide à l'Espagne républicaine en se rendant à Alicante durant l'hiver 36-37 puis est tuée dans « un bombardement de l'armée hitlérienne » à Madrid en octobre 38. On saura gré enfin à l'auteur d'avoir opté dans ce dernier domaine pour une approche « pluraliste » qui rappelle

Notes de lecture autour du Front populaire

Notes de lecture autour du Front populaire

celle du *Maitron* ; sont ainsi rappelés à travers ces portraits les courants les plus divers du mouvement ouvrier : militantes communistes, socialistes, trotskistes, anarchistes, syndicalistes chrétiennes ou de la CGT, suffragettes... se croisent ou se rencontrent.

Rappelons pour terminer l'originalité de cet ouvrage écrit à deux voix (successives) puisque la synthèse de P. Latour est suivie d'un texte de Roger Bordier, dont certains se rappelleront qu'il fut l'auteur d'un récit évoquant la même période historique vue par un jeune témoin⁹. Un choix éditorial très judicieux dans la mesure où la contribution de Bordier se situe sur un autre registre, celui de la chronique romanesque. Tout cela permet une autre « respiration » au lecteur qui trouvera ici un texte plus « littéraire » complétant de manière très vivante, très concrète le chantier qu'a entrepris Patricia Latour. Un chantier qui ne demande qu'à être amplifié, poursuivi autour de ces forces dont on sait aujourd'hui qu'elles demeurent déterminantes elles aussi « dans l'évolution des sociétés sinon dans les mouvements sociaux : les femmes, les jeunes »...¹⁰

André Malraux. *Carnet du Front populaire, 1935-1936*, Éd. Gallimard, 2006, 128 pages, 15 euros. Par Gérard Leidet :

Les éditions Gallimard ont eu la riche idée de publier cet « antijournal » du Front populaire. C'est qu'entre le printemps 1935 et l'été 1936, André Malraux consigna sur un petit carnet ses impressions, des « choses vues » et des scènes saisies sur le vif. « Sans caractère personnel... Ce sont seulement, écrit l'auteur, alors compagnon de route des communistes, des notes d'instant significatifs pour être employés plus tard. » Le regard sensible de Malraux sur les meetings, les discours de Léon Blum, les défilés et jusqu'à la parole des garçons de café donnent son ton singulier à ce petit livre (128 pages) établi et annoté par François de Saint-Cheron.

D. Wolgrom et M. Toulet, *Grèves, un siècle de conflits ouvriers en France*, Éd. de la Martinière, 2006, 256 pages, 35 euros. Par Gérard Leidet :

Ce très bel album qui couvre un siècle de conflits ouvriers en France consacre de très belles pages au Front populaire. Choies pour leur dimension esthétique et humaine, les photographies signées par les plus grands photographes (Willy Ronis, Robert Capa, David Seymour) donnent à voir les journées de juin 1936 comme une conquête de la liberté et de la dignité dans le monde du travail. « Il y a une tristesse ouvrière qu'on ne guérit que par la participation politique » écrit Georges Navel en exergue de l'ouvrage. L'album de Wolgrom et Toulet donne vie à cette observation.

Dominique Andolfatto et Dominique Labbé, *Histoire des syndicats (1906-2006)*, Éditions du Seuil, 2006, 380 pages, 24 euros.

Nous reviendrons dans un prochain bulletin de PROMEMO sur cette synthèse générale consacrée à un siècle de mouvement syndical. Notons simplement que la période qui nous préoccupe est traitée par D. Andolfatto et D. Labbé dans le chapitre 5 « Les divisions insurmontables » (1922-1939). En-deça et au-delà de l'épisode du Front populaire proprement dit, les deux politologues évoquent la difficile naissance du communisme syndical (CGTU) et les « impasses » de la CGT confédérée ; « l'unité de façade » de la période 34-36 et les conséquences de la ruée syndicale jusqu'aux nouveaux déchirements des années 38-39...

Bertrand Solet et Pef, *La mer en vrai, 1936, les premiers congés payés*, Éd. Rue du Monde, coll. « Histoire d'histoire », 2006, 33 pages, 12,20 euros. Par Gérard Leidet :

Il nous est arrivé d'évoquer dans cette rubrique la transmission d'une mémoire du Front populaire avec parfois le pressentiment (le regret ?) que celle-ci n'opère plus. Avec *La mer en vrai*, les éditions Rue du Monde comblent cette lacune en direction des plus jeunes. Fidèle à l'esprit de la collection qui intègre dans le corps du récit des documents d'époque, B. Solet fait reflourir par une belle journée d'été les souvenirs de l'année 1936, du Front populaire et des congés payés. Avec, du côté de l'illustrateur, un clin d'œil amical que Pef adresse au peintre Fernand Léger, « le bienvenu ». Un livre intergénérationnel à faire partager entre grands-parents et petits-enfants par exemple. Un peu comme sur la photo – célèbre – où un père, lors d'une manifestation, a pris sa fille sur ses épaules pour qu'elle puisse voir la foule immense, à perte de vue. « Une mer humaine » semblait-elle dire... mais la mer, ils ne l'avaient encore jamais vue en vrai.

Pascal Ory, *La belle illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire, 1935-1938*, Éditions Plon, 1994, 1033 pages, 37 euros. Par Gérard Leidet :

Impossible de relater toute la richesse de cette somme de l'histoire culturelle¹¹. Le titre évoque deux films « culte » de la période (*La belle équipe* de Duvivier et *La grande illusion* de Renoir), témoins de la

Notes de lecture autour du Front populaire

Notes de lecture autour du Front populaire

France du Front populaire. Pascal Ory développe avec rigueur et dans le détail, la naissance de la notion même de « politique culturelle ».

Arts plastiques, musique, théâtre, cinéma, recherche scientifique, livre (développement de la lecture publique), sports..., tous les champs qui couvrent l'histoire de la culture, des sports et des loisirs dans ce moment capital pour la France de « démocratisation culturelle » sont sillonnés. Les portraits en pleine activité créatrice de L. Blum, J. Zay, L. Lagrange, L. Aragon, E. Dolléans donnent au récit l'aspect alerte rendu nécessaire par la somme d'informations. Une réussite totale. Et on regrettera que l'éditeur n'ait pas saisi l'opportunité du 70^e anniversaire pour rééditer cet ouvrage qui demeure une référence douze ans après sa parution.

Georges Lefranc, *Histoire du Front populaire*, Paris, Éd. Payot, 1965 ; *Le Front populaire*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1965 ; *Juin 36*, Paris, Éd. Julliard, coll. « Archives », 1966.

À propos de référence, voici trois ouvrages qui constituèrent à leur époque l'analyse de référence dans le domaine des ouvrages universitaires. G. Lefranc¹², membre du Parti socialiste, secrétaire de l'Institut supérieur ouvrier de 1932 à 1939, était un spécialiste de l'histoire du mouvement syndical et socialiste. Le troisième livre cité, publié dans une collection hélas épuisée (Archives/Gallimard), est centré sur « l'explosion sociale du Front populaire » dans lequel textes et témoignages s'articulent très étroitement.

Daniel Guérin, *Front populaire révolution manquée*, Éditions François Maspéro, 1963, réédité en 1970, 316 pages, prix non indiqué. Par Gérard Leidet :

Le titre indique bien la visée de l'auteur, le Front populaire vu par la mouvance « gauchiste ». Daniel Guérin fut de ces acteurs qui ont eu une réflexion critique sur le Front populaire. Ancien militant de la tendance « gauche révolutionnaire » de Marceau Pivert, Guérin pense que juin 1936 constitue une occasion révolutionnaire historique. « Révolution manquée » attribuée à la timidité, à l'extrême prudence des dirigeants qui auraient dû prendre appui sur le formidable mouvement de grèves du mois de juin. Ce qui a manqué alors au prolétariat, nous dit ce témoignage militant, ce sont des « minorités agissantes capables de se faire entendre en temps voulu... ».

Jean Pierre Rioux, *Révolutionnaires du Front populaire*, Paris, UGE, coll. « 10/18 », 1973, 445 pages.

Un ouvrage qui constitue un écho très complémentaire du témoignage et de l'analyse de Daniel Guérin. J.-P. Rioux présente un ensemble documentaire qui se décline en trois parties bien équilibrées (*Pour un front de classe*, janvier 1935-avril 1936 ; *Révolution ?*, mai-juin 1936 ; *Batailles perdues*, juillet 1936-décembre 1938). Des documents issus de la seule source accessible à l'époque, la presse. Une problématique très datée « années 70 »¹³ autour de la question des rapports entre les minorités révolutionnaires et les masses. Le livre demeure très utile pour disposer d'un corpus dans lequel figurent des groupes injustement sous-représentés (libertaires notamment) ou des figures plus marquantes par presse interposée (Marceau Pivert, Marcel Gitton).

Serge Wolikow, *Le Front populaire en France*, Bruxelles, Éditions Complexes, 1996, collection « Questions au XX^e siècle », 320 pages, prix non indiqué.

Le livre de S. Wolikow fut l'une des (rares) contributions du soixantième anniversaire du Front populaire. Il s'agit d'un ouvrage très utile qui rend compte de bien des aspects de cette expérience politique : projet politique, social et culturel, dans un contexte fortement marqué par l'antifascisme, l'historien souligne avec justesse – malgré le titre de son livre – la dimension internationale du Front populaire. Wolikow insiste également sur ce qui a fait la singularité de cet épisode marquant sinon exceptionnel de notre histoire politique et sociale : l'intervention massive du monde du travail dans « l'espace public » (manifestations et rassemblements festifs, grèves avec occupations d'usine...). Au total, l'historien nous livre une histoire sociale comprenant une vision « élargie » du politique, élargie comme la perspective pédagogique qu'il semble indiquer au lecteur : « La connaissance de cette période fournit les moyens de comprendre la défaite et la chute e la république moins de deux ans après la dislocation du Front populaire. »

Daniel Grason, René Mouriaux, Patrick Pochet (coord.), *Éclats du Front populaire*, Paris, Syllepse, 2006, 18 euros. Par Gérard Leidet :

Cette publication est l'une des plus récentes de l'année commémorative. Elle se distingue par son approche, qui est d'offrir, non une synthèse du Front populaire, mais des aperçus de la période à partir de points de départ différents. Ce qui se fait en deux grandes parties. La première pourrait s'intituler le « Front

Notes de lecture autour du Front populaire

Notes de lecture autour du Front populaire

populaire vu d'en bas » et présente des études sur la banlieue parisienne et sur Marseille. La seconde s'organise autour de quelques grands thèmes.

Dans les « approches locales », Daniel Grason s'intéresse au « temps du Front populaire dans la presse de la banlieue Ouest de Paris », en resituant les événements de ces quartiers ouvriers dans leur contexte général, Claude Pennetier présente une étude prosopographique fouillée des « Élus et militants à l'époque du Front populaire à Nanterre » et Robert Mencherini évoque la situation politique et sociale de « Marseille au temps du Front populaire » (texte repris de son ouvrage *Midi Rouge, une histoire sociale et politique de Marseille et des Bouches-du-Rhône*, t. 1, *Les années de crise, 1930-1940*, Paris, Syllepse, 2004). Les « approches transversales » regroupent des textes de Nicolas Beniès sur « L'air du temps » (un temps habité par le jazz, mais aussi par les écrits de Keynes), de Jean-Paul Gautier sur « L'antifascisme en France dans les années 1930 » (quelques pages sur le CVIA conduisent à reprendre le débat récurrent sur la définition du fascisme), de Loïc Le Bars sur « Le monde enseignant et le Front populaire » (centré surtout sur les débats au sein du SN) et de Madeleine Peytavin sur « Les femmes salariées : 1936, une nouvelle étape » (avec un bilan très mitigé pour celles-ci).

Ces « éclats » ont l'avantage de nous faire découvrir la richesse et l'effervescence de ces années et, bien souvent, de leurs prolongements. Et, à cause de celles-ci, ils suscitent un regret : celui de l'absence de confrontation entre toutes ces contributions. Mais la remarque est plus générale. René Mouriaux, dans une introduction stimulante en donne peut-être une explication. L'avalanche bibliographique qui se poursuit après la « grande poussée historiographique des années 1966-1976 » qui succède à une période creuse, ne pallie-t-elle pas le débat direct ?

Mais tel quel, cet ouvrage, agréablement illustré par un cahier de photos (« jours inoubliables à Nanterre ») et complété par de très utiles documents et une chronologie détaillée, apporte sa pierre à l'édifice du septantenaire de 1936, en offrant un point de vue original.

Jacques Kergoat, *La France du Front populaire*, Éditions La Découverte, 1986, coll. « (Re)découverte », rééd. 2003, 414 pages, 30 euros (éd. de poche, 2006, 14 euros). Par Georges Ubbiali¹⁴ :

La publication en édition de poche de cette étude parue en 1986 est une excellente initiative. En effet, le livre de ce militant de la LCR, ainsi que le rappelle la quatrième de couverture, figure dans le « peloton de tête » des meilleurs ouvrages disponibles sur le Front populaire (voir l'article de Vincent Chambarlhac, « Le Front populaire. Remarques bibliographiques autour d'une commémoration » sur notre site). Il s'agit de la réédition à l'identique de l'original, car l'auteur est mort entre temps (29 juillet 1999). La thèse de Jacques Kergoat n'est pas nouvelle, en ce sens que l'auteur reprend celle du courant trotskyste, à savoir que l'expérience du Front populaire tourna le dos à la perspective révolutionnaire, alors que la période l'était. Trotsky lui-même et quelques autres après lui (en particulier Daniel Guérin) ont déjà conduits la démonstration. Ce n'est donc pas sur cet aspect que le livre est précieux, mais sur l'extraordinaire matériau accumulé pour expliciter cette thèse.

En effet, si Kergoat concentre une grande partie de son attention aux partis centraux, PCF en premier lieu, SFIO ensuite et, dans une moindre mesure, Parti radical, il n'omet nullement des courants nettement moins connus. Ainsi, la CFTC, les Auberges de jeunesse, la JOC, les minorités révolutionnaires font l'objet de développements d'une grande pertinence. Si la dimension politique est centrale dans le propos, Kergoat n'oublie pas de prendre en compte d'autres dimensions de la période ; ainsi le mouvement culturel fait l'objet d'un chapitre complet. De même, si son attention au mouvement gréviste est décisive, il ne néglige pas les mouvements ruraux, agissant pour partie en sens inverse, tout comme la centralité du mouvement parisien s'accompagne de nombreux aperçus sur les principales villes de province.

La documentation rassemblée se montre fort originale et pour une bonne partie inédite. Elle lui permet de dresser un portrait fort convaincant de cette France du Front populaire, qui ne délaisse aucune des grandes dimensions de ce mouvement populaire. Un livre à (re)découvrir à l'occasion de ce soixante-dixième anniversaire.

Notes

1. J. Girault aurait aimé intituler son livre *Au devant de la vie* mais ce titre avait déjà été utilisé par Bénigno Cacères, historien de l'éducation populaire.
2. Pour dénommer son chapitre 8, Jacques Girault reprend l'expression employée par Léon Blum lors du procès de Riom (février-mars 1942) ; voir dans ce bulletin la conclusion de notre article « Jeunesse et loisirs en Provence... » dans lequel l'expression est plus largement citée.
3. On peut citer à titre d'exemple les activités du golfe de Saint-Tropez, touchées par la faillite du comptoir d'Escompte du Golfe ; un portrait de J. Bartolini, premier député élu au titre du Front populaire dans la première circonscription de Toulon ; le défilé à Toulon d'une « Marianne », fille du militant communiste Dusserre...
4. J. Girault, *op cit.*, introduction in *Marchons au devant du bonheur*, p. 5.

5. Six autres chroniques sont prévues d'ici décembre 2006.
6. *Une histoire du PCF*, PUF, 1982.
7. In *Le Front populaire*, Éd. Tallandier, 2006, p. 14.
8. Voir notre article « Jeunesse et loisirs en Provence sous le Front populaire : vers la naissance des CEMEA ».
9. Roger Bordier, *J'étais enfant en 36*, Éd. Le Temps des cerises, 1996, 15 euros.
10. J.-P. Rioux, *op cit.*, p. 14.
11. Pour une note de lecture plus complète de cet ouvrage, se reporter à la très belle notice de A.-M. Bertrand dans le bulletin des bibliothèques de France (site internet BBF).
12. Voir sa notice dans *Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* de Jean Maitron et Claude Pénnetier.
13. Le livre de J.-P. Rioux date de 1973 et se veut une réponse à cette question « fondamentale en 1973 comme en 1936 »...
14. Avec l'aimable autorisation de l'auteur, cette note de lecture est parue initialement dans la revue *Dissidences*, bulletin de liaison des études sur les mouvements révolutionnaires.

Mémoire des luttes ouvrières

Mimi Coulange et Jean-Claude Lahaxe

La lutte à l'entreprise Volpati de Martigues

Témoignage de Mimi Coulange

C'est en 1880 que Charles Belladen crée, au 5 du quai Kléber à Martigues, une usine de fabrication de conserves de poissons et de salaisons. Julien Volpati, son successeur, transfère en 1933 les installations avenue des Salins dans le quartier de Ferrières, à proximité immédiate de son propre domicile¹. L'entreprise ferme en 1981. Avec vingt et un adhérents et la totalité des quatre postes de délégués du personnel, par la section CFTC puis CFDT² occupent, dès la création en 1963 de la section syndicale, une position forte. « Mimi » Coulange, employée à Volpati depuis 1960, raconte les actions qu'elle mena pour améliorer les conditions de travail puis pour maintenir l'activité de l'usine.

DES TÂCHES PÉNIBLES

Dans les années soixante, l'entreprise emploie vingt-sept personnes dont vingt et une ouvrières. L'usine produit des verres, des choppes, des bocaux et des boîtes

métalliques de contenances diverses. Les normes de production quotidiennes sont élevées : par exemple quatre cents verres d'anchois traités au sel ou au vinaigre. L'absence initiale de mécanisation accroît la pénibilité d'une journée de travail qui s'étend de sept heures trente à seize heures trente.

Le poisson arrive dans des espèces de tonneaux en bois baptisés « bordelaises ». Deux ouvrières et un homme les récupèrent dans l'entrée de l'usine. Ils font rouler chacun de ces récipients jusque dans un hangar où ils les redressent³. Chaque matin, des ouvrières viennent à plusieurs reprises remplir leurs deux seaux avec des anchois déjà étêtés, vidés et salés⁴. Portant au minimum quinze kilogrammes au bout de chaque bras, elles gagnent par un escalier le premier étage où se déroule la fabrication. D'autres employées montent le sel et l'eau qu'elles mélangent avec une espèce



de rame pour obtenir de la saumure. Le vinaigre est lui aussi préparé sur place. Deux à trois fois par jour, deux femmes se relaient pour monter au premier les cartons remplis de verres et disposer ces derniers dans des casiers en bois fabriqués par monsieur Volpati.



Les postes d'enflaconneuse ou d'emboîteuse nécessitent une pratique suffisante du métier pour atteindre les normes de rendement imposées par la direction. Les seaux sont vidés sur des tables. Les anchois sont lavés à plusieurs reprises dans des bassines remplies d'une eau qui doit être changée durant l'opération. Les ouvrières procèdent ensuite au remplissage des verres ou des boîtes. La direction n'hésite pas à venir vérifier si la quantité d'anchois prescrite est bien respectée ou si une ouvrière a « forcé » sur la saumure pour gagner en productivité. Toutes ces opérations sont particulièrement pénibles car les tables sont en pente pour faciliter l'écoulement et les tabourets, réalisés eux aussi par le directeur, sont inadaptés. Deux employées à plein temps bouchent les verres à l'aide de capsules en plastique qu'une troisième estampille. Le lavage des verres est effectué par deux personnes.

Suivant les saisons, l'étiquetage est confié à quatre ou six ouvrières. Deux employées à plein temps et une intermittente sont responsables de l'assemblage des cartons par ligature ou collage.

AMÉLIORER LE LIEU ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL

En avril 1967, la direction accepte d'effectuer un certain nombre de travaux dans les vestiaires : installation de placards réglementaires à raison d'un par personne pour le linge propre et d'un pour deux salariées pour le linge sale, pose d'aérateurs supplémentaires munis d'une moustiquaire. Le principe de la peinture des WC est adopté. L'action syndicale suppose beaucoup d'obstination puisque les déléguées bataillent encore le 14 octobre 1969 pour obtenir de la direction qu'elle respecte ses engagements d'avril 1967. Les années 1970 sont marquées, entre autre, par la longue lutte menée pour la propreté de l'usine. Le 27 octobre 1970, les déléguées réclament que l'entretien soit effectué à fond une fois par semaine. Les 20 et 22 octobre 1971, la direction accepte de confier à une entreprise extérieure le nettoyage mensuel de l'usine. Le 9 mai 1977, les déléguées obtiennent que le temps alloué à la femme de ménage soit augmenté. Le 12 avril 1979, la direction promet de nouveau que les WC et les vestiaires seront nettoyés chaque semaine.

Les déléguées imposent à plusieurs reprises l'attribution de blouses, de bleus pour le personnel masculin, de gants pour les enflaconneuses⁵. Le 6 mars 1968, le principe de la mise à disposition de chaque ouvrière d'un siège adapté est admis à condition que la station assise soit compatible avec la nature du travail effectué. Les déléguées demandent aussi à plusieurs reprises la résolution du problème des rebords des tables qui sont en pente. Le 17 septembre 1974, elles obtiennent que deux salariées au moins suivent des cours de secourisme à Istres.

En de multiples occasions, les élues CFDT s'efforcent de réorganiser le travail pour le rendre moins pénible et luttent

contre les projets d'augmentation des cadences. Le 18 février 1970, à la suite de la visite du contrôleur de la Sécurité sociale, elles obtiennent que, en plus de l'ouvrier déjà chargé de transporter les seaux pour l'ascenseur, deux hommes vident chaque matin les bordelaises à la place des femmes. La direction repousse par contre la proposition d'acquisition de petits chariots. Pour soulager les ouvrières chargées du transport des seaux jusqu'aux tables de travail, elle préconise la mise en service de récipients plus petits et moins lourds mais exige en échange une augmentation des cadences de travail. Lors de la réunion du 23 juin 1970 est prise la décision de placer le sel dans une baille dans l'atelier afin de limiter le transport dans des seaux. La direction propose que le matin le poisson soit lavé en bloc dans une machine et monté par un homme dans l'atelier. Elle attend que l'heure ainsi libérée soit utilisée par les ouvrières pour augmenter la production. Dans une note d'août 1970, les déléguées demandent au personnel de refuser ce surcroît de travail.

Le 3 juin 1971, les élues CFDT n'obtiennent pas l'embauche d'un ouvrier supplémentaire mais poussent la direction à recruter deux femmes à mi-temps pour conduire la machine à laver le poisson. Ce jour-là, elles suggèrent aussi que les anchois encore dans les casiers soient trempés directement dans une cuve remplie de vinaigre. La direction promet d'étudier la question mais il faut attendre la réunion du 30 novembre 1972 pour que soit annoncée la proche installation de ce récipient. Le 18 mars 1975, les déléguées rappellent que le personnel avait accepté, seulement pendant la maladie d'une ouvrière à mi-temps, de laver le poisson par roulement lorsque aucun homme ne serait disponible pour effectuer cette tâche. La direction ayant proposé d'embaucher une femme à mi-temps, elles rétorquent que cette solution ne résoudra en rien le problème. Cette tâche, précisent-elles, devrait être confiée uniquement à des hommes dans la mesure où le remplissage en sel de la machine à laver demande de très gros efforts. La direc-

tion rétorque qu'il n'est pas possible d'embaucher un ouvrier pour l'utiliser juste le matin. Le 27 juin 1977, la direction expose ses plans de transformation, en particulier l'installation de tables de quatre en inox et la construction d'une chambre froide. Elle s'appuie sur les frais engagés pour refuser l'achat de sièges avec dossier. Les déléguées s'indignent que tout soit conçu en fonction de la productivité sans tenir compte de la santé du personnel. Malgré leur insistance, elles n'obtiendront satisfaction qu'en mai 1979.

VALORISER LES STATUTS ET LES RÉMUNÉRATIONS

Dès octobre 1963, les déléguées fraîchement élues, réclament l'application de la convention collective nationale de la conserve dans l'établissement, engageant ainsi une lutte qui va durer plusieurs années. Dans un premier temps, la direction justifie son refus en déclarant qu'il n'y a pas de commission paritaire dans le secteur de la semi-conserve. En septembre 1966, un protocole d'accord paritaire d'entreprise est enfin signé. Il porte sur les salaires, les classifications, le rendement, les primes de rendement, d'ancienneté et de fin d'année. Tout n'est pas réglé pour autant puisqu'il faut attendre 1970 pour que soient intégralement appliquées les dispositions contenues dans la convention collective nationale de la conserve. La section CFDT doit aussi batailler pendant de longs mois pour obtenir les trois jours fériés déjà accordés sur le plan national. Le 8 novembre 1967, la direction déclare qu'elle refuse de les payer tant qu'elle n'aura pas reçu l'accord de son syndicat. Il faut attendre le 20 janvier 1970 pour que les salariées présentes depuis plus d'un an dans l'entreprise obtiennent cinq jours fériés payés en plus du 1^{er} Mai.

L'amélioration des salaires, des primes et des avantages en nature représente une des préoccupations importantes de la section CFDT. Le 16 novembre 1968, conformément à l'accord d'entreprise et à l'augmentation du SMIG, les salaires horaires sont portés à 3,15 francs, 3,21 francs et 3,25 francs. Le 14 octobre 1969, la direc-

tion accepte que chaque employée puisse prendre chaque mois un gobelet rempli d'anchois. La demande de la mise en place des coefficients pour tout le personnel donne lieu à de nombreux débats. Le 1^{er} février 1971, la direction refuse de discuter d'un point qui, selon elle, ne peut être réglé que sur le plan régional. La question des coefficients n'est toujours pas réglée le 30 novembre 1972, les représentantes du personnel n'étant pas d'accord avec les propositions patronales. À l'issue de cette réunion, les déléguées obtiennent par contre que la prime de fin d'année passe de 2 % à 3 % après un an de présence, de 3 à 4 % après cinq ans de présence. Grâce à l'accord de décembre 1976, les salaires sont augmentés de 36 centimes pour les travailleurs de la catégorie deux et de 41 centimes pour ceux de la catégorie trois.

SAUVER L'EMPLOI

Les menaces pesant sur l'avenir de Volpati mobilisent les déléguées dès le 30 novembre 1972. Ce jour-là, la direction annonce que, du fait de l'insuffisance des commandes, il est impossible de recruter du personnel à mi-temps pour laver le poisson. Le 18 mars 1975, elle reconnaît que l'entreprise connaît de sérieuses difficultés du fait d'une nette diminution de ses ventes et qu'une amélioration proche n'est pas envisageable. La situation se dégrade en 1976 à la suite du décès de Julien Volpati, le patron de l'usine. Une société est constituée avec parmi les actionnaires monsieur Muratore, le gendre du défunt, et ses deux fils. Le capital déclaré est de 100 000 francs mais les caisses sont vides et le montant des dettes contractées par les anciens patrons s'élève à 309 302 francs. Selon la section CFDT, les finances seraient d'autant plus déséquilibrée que la nouvelle société aurait racheté à madame Volpati le matériel de l'usine et lui payerait un loyer. Dès le 9 mai 1977, la direction évoque la possibilité de réduire soit les horaires soit le personnel si des commandes n'arrivent pas pour soutenir l'activité estivale. Le 16 mai, elle apporte des compléments d'informations inquiétants. La production d'un

mois et demi, soit 130 000 verres, n'ayant pu être écoulee, ce sont 300 000 francs qui se trouvent immobilisés. Trois solutions sont envisagées pour redresser la situation : licencier pour raisons économiques les trois dernières embauchées, réduire la semaine de travail d'une journée sur un temps assez long, prendre une semaine de congé pour Pentecôte ce qui aurait pour effet de supprimer la semaine de Noël. Les déléguées répondent que c'est à la direction de prendre ses responsabilités. Elles exigent que dans le procès-verbal de la réunion soit mentionné leur refus de tout licenciement pour motif économique. En décembre 1977, la société demande à l'inspection du travail l'autorisation de licencier à nouveau cinq salariées. Malgré l'intervention de la section syndicale CFDT, cette demande est jugée recevable. En avril 1978, en dépit de cette restriction des effectifs, le déficit s'élève à 492 100,98 francs. Un conseil de surveillance contrôlé par les principaux actionnaires, les sociétés Falcone de Port-Vendres et Jean-Gui du Luc, prend le contrôle de Volpati. Monsieur Muratore reste directeur. Très rapidement confrontées aux premières opérations de délocalisation vers le Maroc, les déléguées rédigent le 30 août 1978 un dossier pour informer les salariées qu'elles doivent exiger que la fabrication des verres au sel continue à s'effectuer à Martigues. Le 28 septembre 1978, elles protestent contre l'arrivée de verres provenant de chez Falcone. Cette pratique, accusent-elles, accroît artificiellement le chômage puisque ce travail peut être effectué sur place. La direction rétorque que c'est à cette condition que l'usine n'a pas déposé son bilan.

En octobre 1980, durant l'assemblée générale du conseil de surveillance, les deux principaux actionnaires décident d'arrêter la production à Martigues et de licencier les quinze ouvrières restantes. Seul le service administratif sera maintenu avec monsieur Muratore et un secrétaire. Deux ouvriers travailleront dans l'atelier reconverti en dépôt pour les produits finis provenant des entreprises des principaux actionnaires. Lors de la réunion du 22 décembre 1980, les délé-

guées soulèvent la question de l'arrêt de l'usine. Le 5 janvier 1981, elles écrivent au président du conseil de surveillance pour lui demander que soient étudiées en réunion toutes les solutions susceptibles d'empêcher les licenciements prévus. Le 14 janvier, elles rencontrent l'inspecteur du travail pour lui faire part de leur opposition au projet de la direction.

Les 16 et 23 janvier 1981 se réunissent le directeur de l'usine d'une part, un responsable du syndicat CFDT, la déléguée syndicale et les représentantes du personnel de l'autre. Ces dernières obligent tout d'abord le directeur à leur dévoiler à quelle date prendra effet la décision de licenciement collectif et où seront transférées les fabrications. Les déléguées abordent ensuite la question de la gestion de l'entreprise. En 1978, le conseil de surveillance ne pouvait ignorer son état financier calamiteux. Dans ces conditions, pourquoi a-t-il prévu un plan de quatre ans pour l'arrêter vingt-quatre mois plus tard ? Le directeur répond que Falcone pensait à tort que les verres du Maroc permettraient de compenser le déficit de Volpati. Il soutient que, sans l'action du conseil de surveillance, le bilan aurait été déposé dès 1978. Aujourd'hui par contre, puisque l'entreprise de Martigues n'est plus rentable, il faut se résoudre à arrêter une production qui ne cesse de décroître. À l'issue de la deuxième réunion, les déléguées signifient leur refus de tels licenciements décidés sans aucune concertation préalable. Elles demandent au conseil de surveillance de revoir sa position et de chercher une solution pour le maintien de l'emploi. Jugeant très incomplet le procès-verbal des deux réunions établi par le directeur de l'usine, elles exigent qu'une note rédigée par leurs soins y soit jointe. Une copie de ces deux pièces est adressée à l'inspecteur du travail.

Par courrier du 10 février, les déléguées demandent au président du conseil de surveillance la tenue d'une nouvelle réunion ainsi que le prévoit la convention collective de la conserve en cas de projets de licenciements. Le 17 février 1981, elles signalent dans une note que le délai d'un

mois prévu par la convention collective pour informer les représentants du personnel en cas de restructuration n'a pas été respecté. Ce document est envoyé à l'inspecteur du travail. Trois jours plus tard, le président du conseil de surveillance, reconnaissant que la loi l'oblige à discuter avec les délégués, fixe au 2 mars une nouvelle réunion. Les déléguées de Volpati multiplient alors les actions pour populariser leur cause auprès de la population. Des tracts sont distribués sur les marchés. Le 23 février, une délégation rencontre Paul Lombard, le maire de Martigues qui leur apporte son soutien.

Le 2 mars, tandis que se déroule la rencontre avec le conseil de surveillance, les salariées de Volpati se mettent en grève. Cette action débouche sur une avancée significative puisque les dirigeants proposent une relance partielle de l'activité de l'usine. Une rencontre destinée à entériner ce point est fixée au 17 mars au siège de l'entreprise. Annotée par les déléguées, une copie du procès-verbal de cette réunion est expédiée à l'inspecteur du travail. Un nouveau courrier est envoyé deux jours plus tard à ce dernier pour protester contre la demande prématurée d'autorisation de licenciement émise par la direction. L'inspecteur du travail parvient à convaincre la direction d'en reporter le dépôt du 14 au 20 mars. Le 6 mars, il se rend à l'usine pour rencontrer le directeur sans prévenir de sa démarche les déléguées du personnel. Le 11 mars, la section syndicale écrit au président du conseil de surveillance pour dénoncer le non-respect des promesses prises le 2 mars. Une copie de cette lettre est envoyée à l'inspecteur du travail.

Le 17 mars, jour de la réunion décisive, l'Union locale CFDT distribue dans Martigues un tract accusant les sociétés Papa Falcone et Jean-Gui de sacrifier l'outil industriel pour accroître leurs profits personnels. À l'issue de la réunion, les déléguées écrivent une fois de plus à l'inspecteur du travail pour exiger la suspension momentanée des licenciements afin de permettre la recherche de solutions alternati-

ves. Deux jours plus tard, l'inspecteur du travail leur répond qu'il ne s'opposera pas à ces suppressions d'emplois. Le 20 mars, il donne le feu vert à la direction. Dès le 28 mars, les lettres de licenciement sont envoyées au personnel. La section CFDT ne se décourage pas pour autant. Le 6 avril, les déléguées signifient à l'inspecteur du travail qu'elles réclament l'attribution des trois heures pour recherche d'emploi prévues en cas de restructuration d'une entreprise. Le 5 mai, elles lui adressent une copie de la motion dans laquelle elles demandent à la direction de surseoir aux licenciements puisque la saison démarre. Ces démarches restent sans réponse. Le 8 mai, par le biais d'un communiqué, la section syndicale s'efforce une fois de plus de sensibiliser la population de Martigues. Elle appelle à « une autre politique économique » et réclame la victoire de la gauche. Cette grande espérance ne se concrétisera pas puisque l'élection, deux jours plus tard, de François Mitterrand ne modifiera en rien l'issue du conflit. Le 13 mai, à l'occasion d'une ultime démarche, les déléguées rencontrent obtien-

nent le paiement d'une heure supplémentaire quotidienne pour permettre aux futures licenciées de chercher du travail. Ces trente-deux heures sont prises en fin de préavis entre le 19 et le 22 mai.

Quelle conclusion convient-il de tirer des actions menées à partir de 1963 par la section CFDT de l'usine Volpati ? Comme dans nombre de petites entreprises, les déléguées du personnel s'efforcèrent de faire prévaloir les revendications exprimées par leurs camarades de travail. L'originalité de ces luttes réside dans le fait qu'elles furent conduites uniquement par des femmes qui, à partir du milieu des années 1970, furent parmi les premiers salariés français confrontés aux conséquences de la mondialisation.

Notes

1. Ce bâtiment est devenu aujourd'hui la maison des Affaires maritimes située quai Paul Doumer.
2. Le congrès de la déconfectionnalisation eut lieu en novembre 1964.
3. Un élévateur supprimera ultérieurement cette tâche pénible.
4. Un monte-charge sera installé plus tard.
5. Avant la création de la section syndicale, la direction ne fournissait ni gants, ni blouses.

